

Bulletin officiel n° 35 du 26 septembre 2013

Sommaire

Organisation générale

Attributions de fonctions

Administration centrale du MEN et du MESR
arrêté du 13-9-2013 (NOR : MENA1300446A)

Organisation de l'administration centrale du MEN et du MESR

Désignation du responsable de la fonction financière ministérielle pour le ministère de l'éducation nationale et pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
arrêté du 6-9-2013 - J.O. du 14-9-2013 (NOR : MENF1321856A)

Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle

Composition et fonctionnement
décret n° 2013-783 du 28-8-2013 - J.O. du 30-8-2013 (NOR : MENE1319004D)

Enseignements primaire et secondaire

Relations école-famille

Opération « Ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration » - année scolaire 2013-2014
circulaire n° 2013-147 du 26-8-2013 (NOR : MENE1323170C)

Baccalauréat professionnel

« Accompagnement, soins et services à la personne », option A « à domicile », option B « en structure » :
modifications
arrêté du 24-7-2013 - J.O. du 30-8-2013 (NOR : MENE1319601A)

Brevet des métiers d'art de la gravure

Abrogation
arrêté du 26-7-2013 - J.O. du 30-8-2013 (NOR : MENE1320039A)

Bourses

Bourses au mérite
circulaire n° 2013-141 du 19-9-2013 (NOR : MENE1322560C)

Personnels

Mutations

Candidatures à des postes dans les établissements d'enseignement français en Andorre au titre de l'année scolaire 2014-2015
note de service n° 2013-140 du 9-9-2013 (NOR : MENE1321792N)

Accès aux corps des filières non enseignantes

Organisation des recrutements réservés prévus à la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi

titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique
note de service n° 2013-0016 du 6-8-2013 (NOR : ESRH1321463N)

Mouvement du personnel

Admission à la retraite

Inspection générale de l'éducation nationale
arrêté du 20-8-2013 - J.O. du 30-8-2013 (NOR : MENI1314792A)

Conseils, comités et commissions

Désignation des membres de la commission consultative instituée au titre de l'article 9 du décret n° 89-833 du 9 novembre 1989 modifié relatif au statut particulier des inspecteurs généraux de l'éducation nationale
arrêté du 27-8-2013 (NOR : MENI1300414A)

Conseils, comités et commissions

Nomination au Conseil supérieur de l'éducation
arrêté du 22-8-2013 (NOR : MENJ1300407A)

Fonctions - missions

Désignation et reconduction d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale dans les fonctions de correspondants académiques de l'inspection générale de l'éducation nationale : modification
arrêté du 27-8-2013 (NOR : MENI1300411A)

Nomination

Directeur académique des services de l'éducation nationale
décret du 9-8-2013 - J.O. du 11-8-2013 (NOR : MENH1320036D)

Nomination

Directeur adjoint du Centre national de documentation pédagogique
arrêté du 19-9-2013 (NOR : MENH1300444A)

Nomination

Inspecteur général de l'éducation nationale
décret du 12-9-2013 - J.O. du 13-9-2013 (NOR : MENI1318773D)

Nominations

Directeurs académiques des services de l'éducation nationale et directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale
décret 13-9-2013 - J.O. du 15-9-2013 (NOR : MENH1317805D)

Jury de concours

Nominations des présidents de jury de divers concours de recrutement et d'un examen professionnel d'avancement de grade dans certains corps de personnels administratifs, sociaux et de santé, au titre de l'année 2014
arrêté du 30-8-2013 (NOR : MENH1300425A)

Informations générales

Recrutement

Appel à candidature pour le recrutement d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale
avis du 17-9-2013 (NOR : MENI1300439V)

Vacance de postes

Postes vacants à la Fédération française du sport universitaire à la rentrée 2013-2014
avis du 4-9-2013 (NOR : ESRS1300275V)

Organisation générale

Attributions de fonctions

Administration centrale du MEN et du MESR

NOR : MENA1300446A

arrêté du 13-9-2013

MEN - SAAM A1

Vu décret n° 87-389 du 15-6-1987 modifié par décret n° 2005-124 du 14-2-2005 ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 modifié ; décret n° 2012-767 du 24-5-2012 ; décret n° 2012-777 du 24-5-2012 ; arrêté du 17-5-2006 modifié ; arrêté du 23-5-2006 modifié

Article 1 - L'annexe F de l'arrêté du 23 mai 2006 susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

DELCOM

Délégation à la communication

- Christian Duc, sous-directeur, adjoint à la déléguée à la communication

DGRH A1

Sous-direction des études de gestion prévisionnelle, statutaires et des affaires communes

- Brice Lannaud, administrateur civil hors classe, sous-directeur des études de gestion prévisionnelle, statutaires et des affaires communes

Lire :

DELCOM

Délégation à la communication

- Olivier Colas, administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, adjoint à la déléguée, chargé des questions relatives à la communication interne et à la communication digitale

DGRH A1

Sous-direction des études de gestion prévisionnelle, statutaires et des affaires communes

- Stéphane Le Ray, administrateur civil, chargé de l'intérim des fonctions de sous-directeur des études de gestion prévisionnelle, statutaires et des affaires communes.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié aux Bulletins officiels des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait le 13 septembre 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale,
Pour la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
Le secrétaire général,
Frédéric Guin

Organisation générale

Organisation de l'administration centrale du MEN et du MESR

Désignation du responsable de la fonction financière ministérielle pour le ministère de l'éducation nationale et pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

NOR : MENF1321856A

arrêté du 6-9-2013 - J.O. du 14-9-2013

MEN - DAF

Vu loi organique n° 2001-692 du 1-8-2001 modifiée ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 ; décret n° 2012-767 du 24-5-2012 ; décret n° 2012-777 du 24-5-2012 ; décret n° 2012-1246 du 7-11-2012

Article 1 - En application de l'article 69 du [décret du 7 novembre 2012](#) susvisé, le directeur des affaires financières est désigné responsable de la fonction financière ministérielle pour le ministère de l'éducation nationale et pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 6 septembre 2013

Le ministre de l'éducation nationale,
Vincent Peillon

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Geneviève Fioraso

Organisation générale

Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle

Composition et fonctionnement

NOR : MENE1319004D

décret n° 2013-783 du 28-8-2013 - J.O. du 30-8-2013

MEN - DGESCO B3-3 - B3-4

Vu code de l'éducation, notamment articles L. 312-8 et D. 312-7 à D. 312-14 ; décret n° 2006-672 du 8-6-2006 modifié ; décret n° 2006-781 du 3-7-2006 ; avis du CSE du 17-7-2013

Article 1 - À l'article D. 312-7 du code de l'éducation, il est ajouté un second alinéa ainsi rédigé :
« Dans le cadre du rapport annuel mentionné à l'article L. 312-8, il rend un avis chaque année sur le bilan des politiques d'éducation artistique et culturelle conduites aux plans national et territorial. »

Article 2 - L'article D. 312-9 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

1° Au premier alinéa, les mots : « dix-neuf » sont remplacés par les mots : « vingt-quatre » ;

2° Au 1°, le chiffre : « quatre » est remplacé par le chiffre : « huit » ;

3° Après le b) du 1°, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

« c) Un représentant du ministre chargé de la jeunesse ;

« d) Un représentant du ministre chargé de l'agriculture ;

« e) Un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

« f) Un représentant du ministre chargé de la ville. »

4° Au 2°, le chiffre : « trois » est remplacé par le chiffre : « huit » ;

5° Aux a), b) et c) du 2°, les mots : « Un représentant proposé par » sont remplacés par les mots : « Deux représentants de » ;

6° Après le c) du 2°, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« d) Un représentant de la fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture ;

« e) Un représentant du réseau français des villes éducatrices. »

7° Le 3° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 3° Huit personnalités désignées en raison de leurs compétences dont :

« a) Six personnalités issues du monde de l'éducation ou de la culture ;

« b) Deux représentants des parents d'élèves. »

Article 3 - L'article D. 312-10 du même code est rédigé ainsi qu'il suit :

« Art. D. 312-10. - Les membres du haut conseil de l'éducation artistique et culturelle sont nommés pour trois ans par arrêté du ministre chargé de la culture et du ministre chargé de l'éducation.

« Les membres mentionnés aux c), d), e) et f) du 1° de l'article D. 312-9 sont nommés sur proposition de chacun des ministres concernés.

« Les membres mentionnés au 2° de l'article D. 312-9 sont désignés par chacun des organismes concernés.

« Le ministre chargé de la culture et le ministre chargé de l'éducation nomment par arrêté un vice-président choisi parmi les membres du haut conseil de l'éducation artistique et culturelle. »

Article 4 - L'article D. 312-11 du même code est ainsi modifié :

1° Après la première phrase est insérée une phrase ainsi rédigée :

« Il peut en outre être réuni, sur convocation de ses présidents, à la demande expresse du tiers au moins de ses membres. »

2° Après le premier alinéa est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le haut conseil de l'éducation artistique et culturelle établit son règlement intérieur. »

Article 5 - À l'article D. 312-12 du même code, après le mot : « formation » sont ajoutés les mots : « et les représentants des personnels proposés par les organisations représentatives concernées. »

Article 6 - L'article D. 312-14 du même code est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 312-14. - Le secrétariat du haut conseil de l'éducation artistique et culturelle est assuré par les ministères chargés de l'éducation nationale et de la culture.

« Les frais occasionnés par les déplacements des membres du conseil et des personnes qu'il appelle en consultation sont remboursés dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'État. »

Article 7 - Le ministre de l'éducation nationale, la ministre de l'égalité des territoires et du logement, la ministre de la culture et de la communication, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative et le ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement, chargé de la ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 28 août 2013

Jean-Marc Ayrault

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
Vincent Peillon

La ministre de la culture et de la communication,
Aurélie Filippetti

La ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative,
Valérie Fourneyron

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt,
Stéphane Le Foll

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
Geneviève Fioraso

La ministre de l'égalité des territoires et du logement,
Cécile Duflot

Le ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement, chargé de la ville,
François Lamy

Enseignements primaire et secondaire

Relations école-famille

Opération « Ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration » - année scolaire 2013-2014

NOR : MENE1323170C

circulaire n° 2013-147 du 26-8-2013

MEN - DGESCO B3-2

Texte adressé aux préfètes et préfets de région ; aux rectrices et recteurs d'académie ; aux préfètes et préfets de département ; aux directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale

Référence : circulaire 2012-081 du 19-4-2012

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de gestion du dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration » au titre de l'année scolaire 2013-2014.

Le dispositif « Ouvrir l'École aux parents pour réussir l'intégration » (OEP), piloté conjointement par les ministères en charge de l'intégration et de l'éducation nationale, concernait, à la fin de l'année scolaire 2012-2013, 27 académies, 23 régions et 69 départements.

Ce dispositif est reconduit pour la rentrée scolaire 2013-2014, conformément aux dispositions de la circulaire citée en référence, à l'exception de certaines modalités qui vous sont précisées dans la présente circulaire.

I - Détermination des formations

Dans un contexte budgétaire contraint, il vous est demandé d'optimiser au maximum les financements accordés aux établissements scolaires (écoles/collèges/lycées) qui mettent en place des formations et d'être très vigilants sur l'organisation des groupes de parents.

Les comités de pilotage régionaux doivent prendre toutes dispositions utiles pour assurer la meilleure efficacité du dispositif en veillant particulièrement :

a) au nombre de parents bénéficiaires par groupe

Ces groupes accueillent au moins 12 parents tout au long de l'année scolaire 2013-2014, ce qui aura pour effet la fermeture de certains ateliers dont le nombre de participants n'atteindrait pas ce minimum. Dans ce cas, les bénéficiaires concernés par ces fermetures pourront être réorientés vers d'autres écoles et établissements scolaires ou types d'actions appropriées.

Afin de prévenir l'absentéisme constaté au sein de ces groupes composés de 12 à 15 bénéficiaires, il est recommandé d'inscrire un nombre supérieur de parents dans chaque groupe en début d'année scolaire.

L'implantation territoriale des groupes et les redéploiements devront être décidés au sein du comité de pilotage régional ; il vous est demandé de recueillir l'avis des délégués des préfets. Le redéploiement des formations sera proposé sur la base de l'examen des bilans de l'année N-1 et des besoins identifiés par les écoles et les établissements scolaires, par les associations et les partenaires impliqués dans l'accueil des familles immigrées.

b) aux réinscriptions

Pour permettre au plus grand nombre de bénéficier de ces formations, les parents ayant participé à une formation au cours de l'année scolaire précédente, ne pourront se réinscrire qu'une seule fois et non pas deux (consécutivement ou non), sans que la durée totale n'excède deux ans.

Les formations débutent dès le mois d'octobre 2013.

Par ailleurs, compte tenu de la réduction des crédits du programme 104 « Intégration et accès à la nationalité » en 2014, pour le cas où ces efforts ne suffiraient pas à tenir dans les enveloppes, il vous est demandé de hiérarchiser les projets que vous présenterez en termes de qualité afin de permettre la continuation des meilleurs d'entre eux.

II - Pilotage - fonctionnement

Le pilotage de ce dispositif est confié au comité de pilotage régional composé de représentants des rectorats, des directions des services départementaux de l'éducation nationale, des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), des directions départementales de la cohésion sociale (DDCS) ou des directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP).

Le dispositif est partie intégrante du volet « parentalité-éducation » des programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI) et également des programmes départementaux d'intégration des populations immigrées (PDI). Les échelons départementaux - DASEN et DDCS ou DDCSPP - devront s'assurer également d'une meilleure articulation entre les différents niveaux territoriaux.

Le maximum de cohérence et de coopération avec d'autres dispositifs visant la réussite scolaire et le soutien à la parentalité (réussite éducative, CLAS, mallette des parents, etc.) sera recherché en lien avec le correspondant académique « référent parent d'élèves ».

III - Information des familles et des équipes pédagogiques

a) Information des familles

Les réunions d'information de rentrée scolaire avec les parents, ainsi que les sessions « mallette des parents », seront mises à profit pour faire connaître les formations « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration ». Les documents d'information traduits en plusieurs langues accessibles sur le site Éduscol seront diffusés. Les associations de parents d'élèves en seront également informées.

b) Information des professionnels dans le domaine éducatif

Afin d'accompagner les acteurs chargés de la mise en œuvre opérationnelle du dispositif (pilotes, intervenants auprès des parents, etc.), le centre national de documentation pédagogique (CNDP) proposera sur le site internet de la délégation Éducation et Société (anciennement département Ville-École-Intégration) un dossier thématique spécial « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration » comprenant :

- les principaux repères (textes réglementaires, historique) ;
- la présentation du dispositif (enjeux, objectifs, etc.) ;
- les modalités de mise en œuvre (expériences, articulations proposées avec d'autres dispositifs, etc.) ;
- les bonnes pratiques.

Par ailleurs, un support de communication est également téléchargeable à partir du site internet du ministère de l'éducation nationale (<http://eduscol.education.fr/pid23372-cid49489/ouvrir-l-ecole-aux-parents-pour-reussir-l-integration.html>) et/ou du site intranet du ministère de l'intérieur (<http://intranet.immigration.gouv.fr/>)

IV - Orientation des parents à l'issue des formations

Il convient de favoriser l'orientation des parents en fin de formation OEP vers d'autres dispositifs tels que les formations linguistiques hors Contrat d'accueil et d'intégration (cf. annexe 8), les ateliers sociaux linguistiques (ASL), les dispositifs de formation linguistique orientés vers l'accession à l'emploi, les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement aux parents, les associations généralistes de soutien à la parentalité, etc.

Dans les départements où l'offre de formation linguistique fait l'objet d'une cartographie, les informations sur les différents dispositifs existants seront transmises par les DRJSCS aux CASNAV, aux écoles et aux établissements scolaires.

V - Perspectives 2013-2014

Compte tenu du développement continu de ce dispositif lancé, à titre expérimental, en 2008, une évaluation nationale externe sera lancée avant fin 2013.

Fait le 26 août 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Paul Delahaye

Pour le ministre de l'intérieur
et par délégation,
La directrice de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté,
Muriel Nguyen

Annexe 1

 [Calendrier pluriannuel et procédure](#)

Annexe 2

↳ Liste des académies et des départements

Annexe 3

↳ Présentation des projets par département (1)

Annexe 4

↳ Présentation du projet (2)

Annexe 5

↳ Bilan de l'année scolaire 2013-2014 (1)

Annexe 6

↳ Bilan de l'année scolaire 2013-2014 (2)

Annexe 7

↳ Bilan de l'année scolaire 2013-2014 (3)

Annexe 8

↳ Contrat d'accueil et d'intégration

Annexe 9

↳ Programmes régionaux d'intégration des populations immigrées

Annexe 1
Calendrier pluriannuel et procédure

Juillet 2013	<ul style="list-style-type: none">▶ Lancement de l'appel à projets après réunion du comité de pilotage régional▶ Envoi au comité de pilotage régional par les établissements scolaires (écoles/collèges/lycées) des propositions de nouveaux projets (annexes 3 et 4) pour sélection en fonction de leur intérêt et pertinence
Fin juillet 2013	Envoi au comité de pilotage national par les comités de pilotage régionaux → des fiches de bilan pour l'évaluation finale de l'année scolaire 2012-2013
Septembre 2013	Envoi au comité de pilotage national par les comités de pilotage régionaux → des modifications (fermetures/ouvertures) des implantations des formations (annexes 3 et 4)
Octobre 2013	<ul style="list-style-type: none">▶ Réunion du comité de pilotage national pour l'examen du bilan de l'année scolaire 2012-2013▶ Début des formations▶ Envoi par la DAIC et la DGESCO du bilan national du dispositif sur l'année 2012-2013 aux préfets de région (DRJSCS) et aux recteurs d'académie
Décembre 2013	<ul style="list-style-type: none">▶ Pré-notification des crédits affectés au dispositif aux préfets de région (BOP 104) et information aux comités de pilotage régionaux▶ Notification des décisions aux préfets et aux recteurs d'académie
Janvier 2014	Envoi à la DRJSCS par l'établissement mutualisateur du bilan financier de l'exercice 2013
Juillet 2014	Envoi au comité de pilotage national par les comités de pilotage régionaux des éléments pour l'évaluation finale de l'année scolaire 2013-2014 (annexes 5, 6 et 7)
Octobre 2014	Réunion du comité de pilotage national pour l'examen du bilan de l'année scolaire 2013-2014. Communication de ce bilan aux préfets de région (DRJSCS) et aux recteurs d'académie

Annexe 2**Liste des académies et des départements mettant en œuvre le dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration » - année 2013-2014**

Académies	Départements
Aix-Marseille	Alpes-de-Haute-Provence Hautes-Alpes Bouches-du-Rhône Vaucluse
Amiens	Aisne Oise Somme
Besançon	Doubs Jura Haute-Saône Territoire de Belfort
Bordeaux	Gironde Landes Lot-et-Garonne
Caen	Calvados Orne
Clermont-Ferrand	Allier Haute-Loire Puy-de-Dôme
Corse	Corse-du-Sud Haute-Corse
Créteil	Seine-et-Marne Seine-Saint-Denis Val-de-Marne
Dijon	Côte-d'Or Saône-et-Loire Yonne Nièvre
Grenoble	Drôme Isère Haute-Savoie
Guyane	Guyane
Lille	Nord
Limoges	Corrèze Haute-Vienne
Lyon	Ain Loire Rhône
Montpellier	Aude Gard Hérault Pyrénées-Orientales
Nancy-Metz	Meurthe-et-Moselle Moselle
Nantes	Loire-Atlantique Maine-et-Loire Sarthe
Nice	Alpes-Maritimes Var

Orléans-Tours	Eure-et-Loir Loiret
Paris	Paris
Poitiers	Charente-Maritime Vienne
Reims	Aube Marne
Rennes	Ille-et-Vilaine
Rouen	Eure Seine-Maritime
Strasbourg	Bas-Rhin Haut-Rhin
Toulouse	Haute-Garonne Hautes-Pyrénées Tarn Tarn-et-Garonne
Versailles	Yvelines Essonne Hauts-de-Seine Val-d'Oise

Annexe 3

Présentation des projets par département (1) : dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration » - année scolaire 2013-2014

Il est demandé aux écoles et aux établissements scolaires de remplir et de transmettre cette annexe au correspondant académique chargé du dispositif, membre du comité de pilotage régional.

Cette fiche permet également d'agrèger l'ensemble de ces données par département. Elle doit être transmise par le comité de pilotage régional (correspondant académique chargé du dispositif et DR.JSCS) au comité de pilotage national, au mois de septembre 2013 au plus tard, à :

- DGESCO : raphael.gualdaroni@education.gouv.fr

- DAIC : eliane.fernandez@immigration-integration.gouv.fr

Département :

Académie de :

Code UAI	Ville	Nom de l'école ou de l'établissement scolaire	Nombre prévisionnel d'enseignants/formateurs			Enseignants du 2nd degré	Personnels associatifs	Nombre prévisionnel de parents participants	Organisation prévisionnelle des groupes			Heures prévisionnelles d'enseignement par groupe année 2013-2014 (2)	Répartition prévisionnelle des crédits par site (écoles/collèges/lycées)
			Professeurs des écoles	Enseignants	Enseignants du 2nd degré				Personnels associatifs	Nombre de groupes	Nombre de parents par groupe en moyenne (1)		
Rappel : projets de reconduction													
Projets de redéploiement													
Total													
Total général													

(1) Entre 12 et 15 personnes.
 (2) Le nombre d'heures ne doit pas être inférieur à 60 heures.

Annexe 4
Présentation du projet (2)

Il est demandé aux écoles et aux établissements scolaires de remplir et de transmettre cette annexe au correspondant académique chargé du dispositif, membre du comité de pilotage régional.

Cette fiche doit également être transmise par le comité de pilotage régional (correspondant académique chargé du dispositif et DRJSCS) au comité de pilotage national, **au mois de septembre 2013 au plus tard à :**

- DGESCO : raphael.gualdaroni@education.gouv.fr
- DAIC : eliane.fernandez@immigration-integration.gouv.fr

Département :

Académie de :

Année scolaire :

Nom et coordonnées de l'école ou de l'établissement scolaire expérimentateur :

- n° d'UAI :
- nom :
- adresse :
- téléphone :
- courriel :

Description du projet pédagogique

- Les trois objectifs relatifs à

- ⇒ la langue,
- ⇒ la connaissance des valeurs de la République,
- ⇒ la parentalité,

} sont-ils présents dans l'action pédagogique ?

- Une évaluation des compétences linguistiques des parents est-elle prévue en début et en fin d'année ?

- L'enseignant/formateur construit-il lui-même la grille d'évaluation ou est-ce un document commun à plusieurs établissements expérimentateurs ?

Éléments relatifs au travail en réseau

- Est-il prévu d'articuler le présent dispositif avec d'autres dispositifs à destination des familles et des personnes étrangères ou immigrées, existant en dehors de l'école ou de l'établissement ?

- Dans le cas où l'école ou l'établissement propose déjà une action d'accompagnement des parents, est-il prévu de l'articuler avec le dispositif ?

- Quelle dynamique de réseau peut être envisagée avec les autres écoles ou établissements scolaires qui mettent en œuvre le dispositif dans la ville, le département ou la région ?

Avis du comité de pilotage régional

Annexe 5
Bilan de l'année scolaire 2013-2014 (1) : organisation et déroulement des formations
 (à transmettre au comité de pilotage national au mois de juillet 2014 au plus tard)

Il est demandé aux écoles et aux établissements scolaires de remplir et de transmettre cette annexe au correspondant académique chargé du dispositif, membre du comité de pilotage régional.

Cette fiche permet également d'agréger l'ensemble de ces données par département. Elle doit être transmise par le comité de pilotage régional (correspondant académique chargé du dispositif et DRJSCS) au comité de pilotage national, **au mois de juillet 2014 au plus tard**, à :

- DGESCO : raphael.gualdaroni@education.gouv.fr
- DAIC : eliane.fernandez@immigration-integration.gouv.fr

Département :
Académie de :

Code UAI	Ville	Nom de l'école ou de l'établissement	Nombre d'enseignants/formateurs			Organisation des groupes		Nombre de parents		Nombre d'heures d'enseignement		Nombre de semaines de formation réalisées : - octobre 2013 à fin juin 2014 (préciser le jour)	Répartition des crédits consommés par les écoles et les établissements scolaires : - octobre 2013 à fin juin 2014 (préciser le jour)
			Professeurs des écoles	Enseignants du 2nd degré	Personnels associatifs	Nombre de groupes	Jours et horaires des groupes	Inscrits/groupe	Présents en moyenne par groupe	Heures réalisées : - octobre 2013 à fin juin 2014 (préciser le jour)	Heures prévisionnelles pour la période de octobre à décembre année scolaire 2014-2015 (*)		
Total général													

(*) À titre indicatif pour l'année scolaire 2014-2015.

Annexe 6**Bilan de l'année scolaire 2013-2014 (2) : effets et impacts du dispositif**

(à transmettre au comité de pilotage national au mois de juillet 2014, au plus tard)

Il est demandé aux écoles et aux établissements scolaires de remplir et de transmettre cette annexe au correspondant académique chargé du dispositif, membre du comité de pilotage régional.

Cette fiche permet également d'agréger l'ensemble de ces données par département. Elle doit être transmise par le comité de pilotage régional (correspondant académique chargé du dispositif et DRJSCS) au comité de pilotage national, **au mois de juillet 2014 au plus tard**, à :

- DGESCO : raphael.gualdaroni@education.gouv.fr

- DAIC : eliane.fernandez@immigration-integration.gouv.fr

Département :

Académie de :

Nom et coordonnées de(s) l'école(s) ou de(s) l'établissement(s) scolaire(s) expérimentateur(s) :

N°UAI	Nom	Adresse	Téléphone	Courriel

Éléments qualitatifs quant à l'impact du dispositif par rapport aux parents et à leurs enfants**Sur les aspects linguistiques**

Sur l'ensemble du groupe, des progrès ont-ils été constatés en :

- Compréhension orale Oui Non
- Expression orale Oui Non
- Compréhension écrite Oui Non
- Expression écrite Oui Non

- Nombre de personnes ayant atteint un niveau A1.1 voire A1 :

- Nombre de personnes ayant atteint un niveau A2 :

À l'issue du cycle, des participants ont-ils été orientés vers d'autres modules d'apprentissage du français et, si oui, lesquels ?

Sur les aspects liés à la parentalité

- Les parents inscrits participent-ils davantage à la vie scolaire ? (réunion des parents d'élèves, participation aux élections des parents d'élèves, ou autres, etc.)

Oui Non

Explications :

Les actions pédagogiques ont-elles permises aux parents d'aider les enfants dans leur scolarité ?

Oui Non

Explications :

- Les résultats scolaires des enfants ont-ils évolué positivement ?

Oui Non

Explications :

Éléments relatifs au travail en réseau :

- Une articulation a-t-elle été mise en place avec les dispositifs à destination des familles et des personnes étrangères ou immigrées existant en dehors de l'école ou de l'établissement ?

- Dans le cas où l'(les) école(s) ou l'(les)établissement(s) propose(nt) déjà une action d'accompagnement des parents, a-t-il été possible de l'articuler avec le dispositif ?

- La dynamique de réseau avec les autres écoles ou établissements scolaires qui mettent en œuvre le dispositif dans la ville, le département ou la région a-t-elle pu se développer ?

Annexe 7

Bilan de l'année scolaire 2013-2014 (3) - profil des parents bénéficiaires

(à transmettre au comité de pilotage national au mois de juillet 2014, au plus tard)

Académie :

Caractéristiques des parents participant au dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration »

Il est demandé aux écoles et aux établissements scolaires de remplir et de transmettre cette annexe au correspondant académique chargé du dispositif, membre du comité de pilotage régional

Cette fiche doit être transmise par le comité de pilotage régional (correspondant académique chargé du dispositif et DRJSCS) au comité de pilotage national, **au mois de juillet 2014 au plus tard**, à :

- DGESCO : raphael.gualdaroni@education.gouv.fr

- DAIC : eliane.fernandez@immigration-integration.gouv.fr

Site regroupant les écoles et les établissements (indiquer le nom des écoles et des établissements du site (ville) : ex : collège X, collège Z, école Y) Merci d'éviter les signes \ / : " ? < >		OBSERVATIONS
Département (utiliser le menu déroulant qui apparaît dans la case)		
Nombre total de parents participant au dispositif sur le site		
Parenté	Nombre de personnes	
Ont des enfants scolarisés		(niveau scolaire à préciser)
Sexe	Nombre de personnes	
Homme		
Femme		
Âge	Nombre de personnes	
18/25 ans		
26/30 ans		
31/35 ans		
36/40 ans		
41/45 ans		
46/50 ans		
51/55 ans		
56/60 ans		
Plus de 60 ans		
Durée de séjour en France (a)	Nombre de personnes	
Moins de 2 ans		
Entre 2 et 5 ans		
Entre 5 et 10 ans		
10 ans et plus		
Scolarité	Nombre de personnes	
Non scolarisé		
Scolarisé : niveau primaire		
Niveau secondaire (à préciser)		
Autre niveau (à préciser)		

Pré-acquis	Nombre de personnes	
A bénéficié de la formation CAI		
A été dispensé de la formation linguistique du CAI (motif...)		
A suivi un atelier sociolinguistique		
Raisons pour lesquelles les personnes se sont inscrites ^(b)	Nombre de personnes	
Bénéficiaire d'une formation gratuite en français		
Mieux connaître l'institution scolaire		
Mieux connaître la société française		
En attente d'autres formations (Pôle emploi, ASL, hors CAI, etc.)		
Nombre de participation après formation	Nombre de personnes	
Première fois		
Deuxième fois		
Niveau acquis après formation	Nombre de personnes	
Ayant atteint un niveau A1.1		
Ayant atteint un niveau A1		
Ayant atteint un niveau A2		
Ayant atteint un niveau B1		
Nationalité	Nombre de personnes	
ex : Algérie		
Maroc		
Tunisie		

(a) Les personnes **en cours de cursus CAI** ne peuvent pas bénéficier de ce dispositif.

(b) Inscrire la motivation prioritaire de la personne.

Annexe 8**Le contrat d'accueil et d'intégration et le contrat d'accueil et d'intégration pour la famille**

Décidé par le Comité interministériel à l'intégration d'avril 2003, le contrat d'accueil et d'intégration (CAI) a été mis en place, d'abord à titre expérimental, à partir du 1er juillet 2003, avant d'être généralisé à l'ensemble du territoire (loi du 18 janvier 2005 sur la cohésion sociale). Il a pour objectif de faciliter l'intégration des étrangers primo-arrivants ou admis au séjour. L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) est en charge du dispositif.

I - Le cadre juridique du CAI

- Le parcours d'intégration se prépare dans le pays de résidence pour les personnes souhaitant rejoindre la France dans le cadre du regroupement familial ou de conjoints étrangers de Français par une évaluation de leur degré de connaissance de la langue française et des valeurs de la société française. Ce dispositif a été mis en place de façon progressive depuis 2009 dans les pays d'origine des migrants.

- Le contrat d'accueil et d'intégration (CAI) est obligatoire depuis le 1er janvier 2007, pour les étrangers primo-arrivants ou admis au séjour, en application de la loi du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration.

Ce contrat est établi par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) et signé par le bénéficiaire et le préfet de département. Il est conclu pour une durée d'un an et peut être prolongé pour la même période, sous réserve que le signataire ait obtenu le renouvellement de son titre de séjour.

Les prestations et les formations dispensées dans le cadre du CAI sont prescrites, organisées et financées par l'OFII. Chaque formation est gratuite et donne lieu à la délivrance d'une attestation.

Par ce contrat, l'État s'engage à offrir aux signataires :

- une journée de formation civique ;
- une session d'information sur la vie en France ;
- une formation linguistique, si nécessaire ;
- un accompagnement social si la situation personnelle ou familiale du signataire le justifie ;
- un bilan de compétences professionnelles.

La personne étrangère, quant à elle, s'engage à connaître et respecter les valeurs, les principes et les usages de notre société :

- en participant à une journée de formation civique et éventuellement à une session d'information « vivre en France » ;
- en suivant la formation linguistique si sa connaissance de la langue est insuffisante et, ensuite, à se présenter à un examen pour l'obtention du diplôme initial de langue française (DILF) ;
- en réalisant un bilan de compétences professionnelles, notamment pour les personnes âgées de 18 à 55 ans, souhaitant s'engager dans une démarche de recherche d'emploi.

Ce contrat s'adresse aux étrangers hors Union européenne, titulaires pour la première fois d'un titre de séjour d'une durée égale ou supérieure à un an.

Le contrat d'accueil et d'intégration a été signé, depuis l'origine, par près de 750 000 personnes.

II - Organisation pratique du CAI

Le CAI est signé lors de la séance organisée sur une plate-forme d'accueil. Cette séance d'une demi-journée comporte :

- un accueil collectif et la présentation d'un film sur la vie en France ;
- une visite médicale ;
- un entretien personnalisé afin de faire le point sur la situation de la personne et de lui présenter le CAI ;
- une évaluation linguistique pour déterminer les besoins éventuels de la personne et l'orienter vers des cours de français adaptés à la suite d'un test de connaissances écrites et orales en langue française ;
- une rencontre avec une assistante sociale spécialisée, si la situation de la personne le justifie.

III - Les formations linguistiques hors CAI

Les formations linguistiques en dehors du cadre du contrat d'accueil et d'intégration pour les nouveaux arrivants sont organisées en faveur notamment des personnes étrangères déjà installées sur le territoire français et qui souhaitent acquérir une connaissance suffisante de la langue pour accéder à l'autonomie, l'emploi ou à la nationalité française. Elles s'adressent en priorité aux candidats à la nationalité française, aux personnes rencontrant des difficultés d'accès ou de retour à l'emploi du fait d'une maîtrise insuffisante de la langue, aux signataires du CAI susmentionné à qui une formation linguistique n'a pu être proposée dans le cadre du CAI (du fait d'un niveau initial supérieur au niveau DELF A1) ou désirant poursuivre la formation entreprise dans le cadre du CAI, aux femmes rencontrant des difficultés dans leur vie quotidienne du fait d'un manque d'autonomie linguistique.

IV - Le CAI pour la famille (CAIF)

La loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile prévoit la mise en place, pour les conjoints bénéficiaires du regroupement familial, dès lors qu'ils ont des enfants, d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille qui est conclu entre l'État et les deux conjoints (demandeur et rejoignant).

Ce contrat pour la famille, comme le contrat d'accueil et d'intégration, est prescrit par les agents de l'OFII lors de la séance d'accueil. Les personnes concernées doivent suivre, dans le cadre de ce contrat, une journée de formation spécifique sur les « droits et devoirs des parents » dont le contenu est organisé autour de quatre thématiques suivantes :

- l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- l'autorité parentale partagée ;
- les droits des enfants ;
- la scolarité des enfants.

Ce module de formation « droits et devoirs des parents » se déroule sur une journée et est suivi par les deux conjoints. Une attestation de suivi de la formation est délivrée à l'issue de la journée.

Annexe 9**Les programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI)****I - Le cadre juridique**

Les programmes régionaux d'intégration des populations immigrées (PRIPI) ont été créés par le décret n°90-143 du 14 février 1990 qui prévoyait l'établissement par les préfets de région d'un programme annuel d'intégration des populations immigrées.

Les PRIPI ont été généralisés par une circulaire du ministère des Affaires sociales n° 2003/537 du 24 novembre 2003, sur décision du comité interministériel à l'intégration (CII) réuni le 10 avril 2003.

La loi de programmation pour la cohésion sociale n° 2005-32 du 18 janvier 2005 a donné une base législative au PRIPI. En vertu de cette loi, le code de l'action sociale et des familles précise à son article L. 117-2 que « sous l'autorité du représentant de l'État, il est élaboré, dans chaque région et dans la collectivité territoriale de Corse, un programme régional d'intégration des populations immigrées. Ce programme détermine l'ensemble des actions concourant à l'accueil des nouveaux immigrants et à la promotion sociale, culturelle et professionnelle des personnes immigrées ou issues de l'immigration. À la demande du représentant de l'État dans la région et la collectivité territoriale de Corse, les collectivités territoriales lui font connaître les dispositions qu'elles envisagent de mettre en œuvre, dans l'exercice des compétences que la loi leur attribue, pour concourir à l'établissement de ce programme. Les organismes de droit privé à but non lucratif spécialisés dans l'aide aux migrants et les établissements publics visés aux articles L. 121-13 et L. 121-14 participent à l'élaboration du programme régional d'intégration. »

Vingt-et-un PRIPI ont été réalisés au cours de la période 2004-2007.

II - La relance d'une nouvelle génération de PRIPI en 2010

La circulaire du 7 janvier 2009 du ministre en charge de l'intégration a dessiné les grands axes d'une nouvelle politique d'intégration des étrangers en situation régulière et a annoncé la préparation de PRIPI et de programmes départementaux d'intégration (PDI). Une seconde circulaire en date du 28 janvier 2010 a décrit la méthode d'élaboration des PRIPI/PDI pour la période 2010-2012. L'objectif était de donner une nouvelle impulsion à la politique publique d'intégration des immigrés et d'y associer de façon plus large tous les acteurs locaux, à partir d'une analyse territorialisée des situations et des besoins.

Au-delà de la phase d'accueil des primo-arrivants organisée par l'office français de l'immigration et de l'intégration (plus de 500 000 personnes ont signé le contrat d'accueil et d'intégration depuis le 1er janvier 2007), la politique d'intégration concerne plus de cinq millions d'immigrés, pour l'essentiel des personnes venues dans le cadre de l'immigration familiale.

III - La réalisation des PRIPI 2010 - 2012

En application de la circulaire du 28 janvier 2010, vingt-cinq PRIPI, ainsi qu'une trentaine de PDI ont été réalisés. Les PRIPI constituent le cadre de la politique nationale d'intégration en région. Ils ont été élaborés et sont mis en œuvre par les services de l'État (DRJSCS) sous l'autorité du préfet de région. Au niveau départemental, les actions programmées dans le cadre du PRIPI sont mises en œuvre par les directions départementales de la cohésion sociale ou les services d'intégration et d'immigration des départements chef-lieu de région.

La réalisation des PRIPI a impliqué la participation active d'autres services de l'État en région (en particulier : rectorats, DIRECCTE, DREAL, etc.), des agences (ARS, par exemple), des opérateurs et des établissements publics, ainsi que des collectivités territoriales et de la société civile.

Les PRIPI sont à la fois des analyses et des programmes d'action. Ils sont adaptés au contexte territorial. Ils reposent sur un diagnostic et un état des lieux de la situation des populations immigrées ou issues de l'immigration. Ils couvrent ainsi l'ensemble des actions concourant à l'accueil des primo-arrivants, à l'intégration et à la promotion sociale, culturelle et professionnelle de ces populations.

Ils prévoient des actions s'inscrivant dans les priorités suivantes :

- l'apprentissage du français ;
- l'intégration des femmes immigrées ;
- l'intégration et l'accompagnement des immigrés âgés ;
- la parentalité et l'accompagnement de la scolarité ;
- l'accès à un emploi ou à la création d'une entreprise ;
- l'accès à un logement ;
- l'apprentissage de règles de vie partagées ;
- la protection contre les discriminations et l'accès aux droits ;
- l'histoire, la mémoire et la culture ;
- l'accès à la santé et aux soins ;
- la participation à la vie associative et aux sports.

Dans un contexte de réflexion interministérielle sur la politique d'intégration et d'évaluation nationale des PRIPI, l'ensemble de ces programmes, qui devait arriver à échéance à la fin de l'année 2012, a été reconduit jusqu'à la fin de l'année 2013.

Tous les PRIPI présentent des actions dans le champ de la parentalité. Les régions ont conduit des groupes de travail sur la thématique de la parentalité, qui ont été pilotés par le rectorat ou l'inspection d'académie.

La gouvernance nationale et interministérielle, ainsi que le pilotage régional du dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour réussir l'intégration » (par les rectorats et les DRJSCS) vise notamment une bonne coordination avec les autres dispositifs de soutien à la parentalité (REAAP, médiations, formations et rencontres sur la parentalité, etc.), les dispositifs d'accueil et d'accompagnement des élèves primo-arrivants ou non (ENAF, CLIN, CLA), les dispositifs d'apprentissage de la langue (ASL), ainsi que des dispositifs relevant de la politique de la ville.

Enseignements primaire et secondaire

Baccalauréat professionnel

« Accompagnement, soins et services à la personne », option A « à domicile », option B « en structure » : modifications

NOR : MENE1319601A

arrêté du 24-7-2013 - J.O. du 30-8-2013

MEN - DGESCO A2-3

Vu code de l'éducation, notamment articles D. 337-51 à D. 337-94 ; arrêté du 11-5-2011 ; avis de la commission professionnelle consultative secteurs sanitaire, social, médico-social du 12-4-2013 ; avis du CSE du 27-6-2013

Article 1 - L'annexe II, Périodes de formation en milieu professionnel, « option en structure » - Organisation de la période de formation en milieu professionnel dans les différentes voies - voie scolaire, de l'arrêté du 11 mai 2011 susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de : « Les douze dernières semaines, au moins, se déroulent en établissements de santé, en structures médicosociales et, selon le projet professionnel de l'élève, peuvent se dérouler en écoles élémentaires. »,

lire : « Les douze dernières semaines, au moins, se déroulent en établissements de santé, en structures médicosociales ou sociales, en structures d'accueil collectif de la petite enfance, en écoles maternelles et, selon le projet professionnel de l'élève, peuvent se dérouler en écoles élémentaires. »

Article 2 - À l'annexe IV du même arrêté, la définition de la sous-épreuve E33 « conduite d'action d'éducation à la santé » de l'option « en structure » est modifiée comme suit :

Au lieu de : « Cette sous-épreuve prend appui sur un dossier élaboré par le candidat, au cours de sa formation en milieu professionnel ou de son expérience professionnelle dans le secteur d'activité ; il doit s'appuyer sur des actions menées individuellement ou collectivement. »,

lire : « Cette sous-épreuve prend appui sur un dossier élaboré par le candidat, au cours de sa formation ou de son expérience professionnelle dans le secteur d'activité ; il doit s'appuyer sur des actions menées individuellement ou collectivement. »

Article 3 - Le directeur général de l'enseignement scolaire et les recteurs d'académie sont chargés, chacun, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 24 juillet 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Paul Delahaye

Enseignements primaire et secondaire

Brevet des métiers d'art de la gravure

Abrogation

NOR : MENE1320039A

arrêté du 26-7-2013 - J.O. du 30-8-2013

MEN - DGESCO A2-3

Vu code de l'éducation, notamment articles D. 337-125 à D. 337-138 ; avis de la commission professionnelle consultative des arts appliqués du 23-5-2013 ; avis du CSE du 27-6-2013

Article 1 - La dernière session du brevet des métiers d'art de la gravure créé par arrêté du 2 juillet 1993 aura lieu en 2014.

Article 2 - À l'issue de cette session, l'arrêté du 2 juillet 1993 portant création et fixant les conditions de délivrance du brevet des métiers d'art de la gravure est abrogé.

Article 3 - Le directeur général de l'enseignement scolaire et les recteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 26 juillet 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Paul Delahaye

Enseignements primaire et secondaire

Bourses

Bourses au mérite

NOR : MENE1322560C

circulaire n° 2013-141 du 19-9-2013

MEN - DGESCO B1-3

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale

Référence : Code de l'éducation, articles D. 531-37 à D. 531-41

Le dispositif des bourses au mérite, complément à la bourse de lycée, a pour objectif de favoriser la poursuite d'études jusqu'au baccalauréat pour des élèves sortant de 3ème qui, en raison de difficultés sociales avérées, pourraient abandonner leur scolarité avant l'obtention du diplôme. Ce dispositif contribue en particulier à la promotion des élèves scolarisés dans les établissements de l'éducation prioritaire.

La présente circulaire a pour objet de détailler les modalités d'application de ce dispositif et de préciser les conditions de sa mise en œuvre.

La circulaire n° 2009-099 du 17 août 2009 est abrogée.

I - Conditions d'attribution

La bourse au mérite est **exclusivement réservée aux élèves boursiers de lycée** s'engageant, à l'issue de la classe de troisième, dans un cycle d'enseignement conduisant au baccalauréat général, technologique ou professionnel dans un établissement ou une classe habilitée à recevoir des boursiers de l'éducation nationale.

Ces conditions, relatives à l'attribution du complément de bourse intitulé « bourse au mérite », doivent être rappelées dans les informations communiquées aux familles.

La réglementation en vigueur prévoit, dans ce cadre, deux catégories de bénéficiaires :

a) Les bénéficiaires de droit

Le complément de bourse au mérite est attribué automatiquement à tous les élèves boursiers de lycée qui ont obtenu une mention « **très bien** » ou « **bien** » au diplôme national du brevet.

b) Les autres bénéficiaires

Les élèves, boursiers de lycée, qui se sont distingués en classe de troisième par leur effort dans le travail scolaire, sans obtenir la mention « très bien » ou « bien » au diplôme national du brevet, pourront obtenir une bourse au mérite dans les conditions indiquées ci-après.

Les chefs d'établissement transmettent au directeur académique des services de l'éducation nationale les propositions d'attributions établies par les conseils de classe de fin de troisième, pour l'obtention d'une bourse au mérite.

La commission départementale, dont la composition est précisée à l'article D. 531-38 du code de l'éducation, examine l'ensemble des propositions transmises par les établissements et formule un avis en veillant à ce que toutes les voies d'orientation soient considérées. La scolarisation dans un établissement de l'éducation prioritaire doit être prise en compte dans l'examen des dossiers.

Il appartient au directeur académique, sur proposition de la commission départementale d'arrêter la liste définitive de ces bénéficiaires dans le respect des contingents mentionnés en II ci-après.

La commission départementale ne peut proposer une attribution pour un élève inscrit dans un établissement relevant du ministère chargé de l'agriculture.

Seuls les nouveaux boursiers au mérite de droit entrant en classe de seconde voient leur bourse au mérite prise en considération quel que soit le ministère assurant la tutelle de l'établissement qui les accueille.

II - Modalités de répartition des bourses au mérite

Les bourses au mérite sont contingentées. Les services académiques reçoivent chaque année une dotation de bourses au mérite pour chacun des programmes dont relève ce dispositif :

- enseignement public - programme 230 ;
- enseignement privé - programme 139.

Il vous appartient de procéder à leur répartition en veillant au respect des dotations par programme.

Pour les élèves des établissements publics locaux d'enseignement, le directeur général de l'enseignement scolaire, responsable du programme 230, répartit les bourses au mérite entre les académies en prenant en compte la proportion d'élèves issus de l'éducation prioritaire, la proportion des boursiers et celle des bourses au mérite déjà attribuées.

Le directeur général de l'enseignement scolaire notifie à chaque recteur le nombre de bourses au mérite qui pourront être attribuées aux élèves entrant en classe de seconde à la rentrée scolaire, que celles-ci relèvent des bourses au mérite de droit ou sur proposition.

Pour répartir ce contingent, le recteur détermine des critères de répartition, compte tenu du contexte local, en réservant une attention particulière aux élèves issus de l'éducation prioritaire.

Il notifie à chaque directeur académique le nombre de bourses au mérite qui pourront être accordées, sur proposition des établissements, après avis de la commission départementale. Le directeur académique procède ensuite aux attributions en veillant à rester dans le cadre du contingent disponible compte tenu des bénéficiaires de droit entrant en seconde.

Pour les élèves des établissements d'enseignement privés, le directeur des affaires financières, responsable du programme 139, répartit les bourses au mérite entre les académies, en prenant en compte la proportion de boursiers et celle des bourses au mérite déjà attribuées. Il notifie à chaque recteur un contingent académique de bourses au mérite tous niveaux d'enseignement en lycée confondus.

Pour répartir ce contingent, le recteur détermine des critères de répartition, compte tenu du contexte local, et notifie à chaque directeur académique le nombre de bourses au mérite qui pourront être accordées.

Le directeur académique procède aux attributions dans la limite du contingent que lui a notifié le recteur au titre des bourses au mérite de droit et par commission. Il procède à cette attribution en veillant à rester dans le cadre de ce contingent, compte tenu des bénéficiaires de droit entrant en seconde.

III - Conditions de paiement

Le service académique chargé de la gestion des bourses nationales notifie aux familles concernées, ou au représentant légal de l'élève, la décision d'attribution de la bourse au mérite au moyen du document produit par l'application informatique de gestion des bourses de lycée.

Le montant forfaitaire annuel de ce complément de bourse de lycée est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre chargé du budget. Le montant annuel de ce complément de bourse est de 800 euros ([arrêté du 19 octobre 2009](#)).

Son versement s'effectue selon les mêmes modalités et en même temps que la bourse nationale de lycée (en trois versements - un par trimestre) ; il est assujéti aux mêmes règles de gestion que la bourse (par exemple : déduction pour absences selon les dispositions du congé de bourse, transfert des droits, etc.).

Le paiement de ce complément de bourse reste toutefois subordonné à l'engagement écrit de l'élève et de son représentant légal à poursuivre sa scolarité avec assiduité jusqu'au baccalauréat général, technologique ou professionnel (article D. 531-40 dernier alinéa du code de l'éducation). Cette règle sera respectée afin que les intéressés soient sensibilisés à la spécificité de ce dispositif.

Les élèves qui ne satisfont pas aux obligations d'assiduité, ou dont les efforts fournis et les résultats scolaires sont jugés très insuffisants par le conseil de classe, peuvent se voir suspendre le bénéfice de ce complément de bourse par le directeur académique des services de l'éducation nationale. Toutefois, le reversement des sommes déjà perçues ne sera pas exigé.

La dépense est à imputer sur le budget opérationnel de programme académique (Bopa) « vie de l'élève » pour les élèves de l'enseignement public et sur le budget opérationnel de programme académique (Bopa) « enseignement privé du premier et du second degrés » pour les élèves de l'enseignement privé (sauf à Mayotte, demeuré unité opérationnelle) selon le même schéma que pour les aides financières à la scolarité.

IV - Suivi du dispositif

Vous veillerez à informer les chefs d'établissement de ces dispositions, en appelant leur attention sur les conditions d'attribution de la bourse au mérite, et notamment sur le fait qu'il s'agit d'un complément à la bourse nationale de second degré de lycée, dont le bénéfice est également conditionné, de ce fait, par la situation des charges et des ressources de la famille.

Les lycéens concernés doivent pouvoir bénéficier des différentes formules d'accompagnement et d'information visant à favoriser une orientation positive et ambitieuse, à développer l'accès à l'enseignement supérieur, et à introduire une plus grande diversité parmi les étudiants des grandes écoles et des universités.

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,
Le directeur des affaires financières,
Guillaume Gaubert

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Paul Delahaye

Personnels Mutations

Candidatures à des postes dans les établissements d'enseignement français en Andorre au titre de l'année scolaire 2014-2015

NOR : MENE1321792N

note de service n° 2013-140 du 9-9-2013

MEN - DGESCO B2-MOM

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale

La présente note de service a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles les candidats à un poste en Principauté d'Andorre doivent déposer leur candidature au titre de l'année 2014-2015.

Les personnels retenus sont affectés dans la Principauté d'Andorre sans limite de durée. Lorsqu'ils souhaitent quitter l'Andorre, ils peuvent retourner dans leur département ou académie d'origine.

L'enseignement français en Andorre est régi par une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement qui a été signée le 24 septembre 2003 (Journal officiel de la République française du 12 janvier 2006).

Cette convention prend en compte les besoins spécifiques de l'Andorre en adaptant l'enseignement dispensé dans les établissements français de la Principauté.

Ces établissements sont placés sous la responsabilité d'un délégué à l'enseignement relevant du ministre français de l'éducation nationale.

L'enseignement dispensé, conforme à celui des établissements publics de la République française, sanctionné par des diplômes français, fait l'objet de mesures d'aménagement pour permettre un renforcement de l'enseignement de la langue catalane, de l'histoire, de la géographie et des institutions de l'Andorre.

1 - Personnels concernés

Peuvent faire acte de candidature tous les personnels titulaires ou stagiaires (les stagiaires ne peuvent être candidats que s'ils sont susceptibles d'être titularisés au 1er septembre 2014) des différentes catégories de personnels de l'enseignement public relevant du ministère de l'éducation nationale directement à l'adresse suivante : ministère de l'éducation nationale, direction générale de l'enseignement scolaire, service du budget, de la performance et des établissements, sous-direction de la performance et du dialogue avec les académies, mission outre-mer - Andorre, DGESCO B2-MOM, 110 rue de Grenelle 75357 PARIS cedex 07, en précisant leur grade, leur situation administrative exacte et leur adresse personnelle complète.

2 - Calendrier des opérations

Date limite de réception des lettres de demande de dossier de candidature adressées directement à la Mission outre-mer - Andorre : **23 décembre 2013 inclus**.

Date limite de visa du dossier de candidature par le chef d'établissement ou, pour les personnels enseignants du premier degré, par l'inspecteur de l'éducation nationale avant transmission au directeur académique des services de l'éducation nationale et au recteur d'académie pour les personnels enseignants du second degré et les Atos : **24 janvier 2014 inclus**.

Date limite de réception par la mission outre-mer - Andorre, des dossiers de candidatures acheminés par la voie hiérarchique : **26 février 2014 inclus**.

Il importe de veiller à ce que les dossiers dûment complétés et accompagnés des pièces administratives demandées (état des services, dernier arrêté de promotion d'échelon, copie des trois derniers rapports d'inspection ou des trois dernières fiches de notation, etc.) soient acheminés sans délai, au fur et à mesure de leur réception par vos services revêtus de l'avis de l'autorité hiérarchique. **Je précise que tout avis défavorable de l'autorité hiérarchique pour être pris en compte devra être clairement motivé et circonstancié.**

L'attention des services académiques est spécialement attirée sur le respect des dates mentionnées ci-dessus : tout

retard dans la transmission de ces dossiers risquerait de léser les intérêts des personnels concernés.

3 - Recommandations importantes

a) Il est rappelé que la présente procédure doit être utilisée par tous les candidats à un poste dans les établissements d'enseignement français en Andorre, quelle que soit leur affectation actuelle.

Tout dossier adressé en dehors de la voie hiérarchique, parvenu hors délai, établi sur des imprimés autres que ceux délivrés par la mission outre-mer - Andorre ou qui n'a pas été demandé à la mission outre-mer - Andorre par lettre personnelle parvenue le 23 décembre 2013 au plus tard, ne sera pas examiné. Il en sera de même pour les dossiers incomplets.

b) Les candidats en disponibilité au moment du dépôt de leur candidature doivent transmettre celle-ci par l'intermédiaire du chef d'établissement de leur dernière affectation, ou de l'inspecteur d'académie pour les personnels enseignants du premier degré.

c) Il est rappelé aux personnels enseignants du premier degré déjà en fonction dans les écoles françaises en Andorre que la présente note de service ne concerne pas les demandes de stage qui font l'objet d'une procédure particulière.

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire,
Jean-Paul Delahaye

Personnels

Accès aux corps des filières non enseignantes

Organisation des recrutements réservés prévus à la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique

NOR : ESRH1321463N

note de service n° 2013-0016 du 6-8-2013

ESR - DGRH C1-2 - DGRH D5

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-recteurs des collectivités d'outre-mer, de Mayotte et de la Nouvelle-Calédonie ; au chef de service de l'enseignement de Saint-Pierre-et-Miquelon ; au directeur du service interacadémique des examens et concours de l'Ile-de-France ; au chef du service de l'action administrative et de la modernisation de l'administration centrale ; aux directrices et directeurs d'établissements publics nationaux relevant du ministère de l'éducation nationale ; aux présidentes et présidents d'université ; aux directrices et directeurs d'établissements publics d'enseignement supérieur ; aux directrices et directeurs d'établissement public à caractère administratif ; à la directrice et aux présidents et directeurs généraux des établissements publics à caractère scientifique et technologique

La présente note s'adresse aux services en charge de mettre en œuvre le recrutement, la nomination et l'affectation des agents recrutés dans le cadre de l'article 1er de la loi du 12 mars 2012. Elle annule et remplace la note de service n° 2013-009 du 14 janvier 2013 (NOR : MENH1300896N).

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La loi du 12 mars 2012 autorise, par dérogation à l'article 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, l'ouverture de recrutements réservés à des candidats remplissant certaines conditions, pour une durée maximum de quatre années à compter de la date de publication de la loi, le 13 mars 2012.

L'objectif de ce dispositif est de permettre à une partie des agents non titulaires exerçant dans les services centraux ou déconcentrés, établissements publics ou autorité publique relevant du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche d'accéder à l'emploi titulaire dans certains corps de fonctionnaires via des recrutements spécifiques. Il met en œuvre un des volets du protocole d'accord du 31 mars 2011 portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique.

Le présent document a pour objet :

- d'exposer le cadre législatif et réglementaire du dispositif et ses principes généraux ;
- de rappeler les conditions d'éligibilité des candidatures ;
- de préciser l'organisation générale du dispositif.

1 - Le cadre juridique

1.1 Le dispositif législatif et réglementaire

Le dispositif des recrutements réservés prévus à la loi du 12 mars 2012 est défini :

- aux articles 1 à 7 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 ;
- au décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 modifié relatif aux conditions d'éligibilité des candidats aux recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'État des catégories A, B et C et fixant les conditions générales d'organisation de ces recrutements en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- au décret n° 2012-1513 du 28 décembre 2012 relatif à l'ouverture des recrutements réservés pour l'accès à certains corps de fonctionnaires relevant du ministre chargé de l'éducation nationale en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction

publique.

- au [décret n° 2013-485 du 10 juin 2013](#) relatif à l'ouverture des recrutements réservés pour l'accès à certains corps de fonctionnaires de l'État relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et modifiant le décret n° 2012-571 du 24 avril 2012 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

- au [décret n° 2013-668 du 23 juillet 2013](#) relatif à l'ouverture de recrutements réservés pour l'accès au corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'État.

La fonction publique a apporté des précisions sur la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire dans la circulaire du 26 juillet 2012 (NOR : RDF1228702C).

Les règles d'organisation des recrutements réservés, la nature des épreuves, les conditions d'organisation et de composition du jury et le nombre de postes offerts à ces recrutements réservés sont précisées par arrêtés. Vous trouverez ci-dessous les principaux arrêtés relatifs à l'organisation générale et à la nature des épreuves des recrutements réservés des filières BIATSS :

- arrêté du 4 janvier 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature de l'épreuve du concours réservé pour l'accès au corps des médecins de l'éducation nationale ;

- arrêté du 9 janvier 2013 fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale des concours réservés d'accès à certains corps de fonctionnaires de l'État relevant de la catégorie A, pris en application de l'article 7 du décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 ;

- arrêté du 9 janvier 2013 fixant la nature des épreuves et les règles d'organisation générale de l'examen professionnalisé pour l'accès à certains corps de fonctionnaires de l'État relevant de la catégorie B, pris en application de l'article 7 du décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 ;

- arrêté du 9 janvier 2013 fixant la nature de l'épreuve et les règles d'organisation générale de l'examen professionnalisé pour l'accès aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État et pris en application des articles 7 et 8 du décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 ;

- arrêté du 11 juin 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés pour l'accès à certains corps de fonctionnaires relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur (filiale des bibliothèques) ;

- arrêté du 11 juin 2013 fixant les règles d'organisation générale, la composition des jurys et la nature des épreuves des recrutements réservés pour l'accès à certains corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation ;

- arrêté du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

- arrêté du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ;

- arrêté du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) ;

- arrêté du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ;

- arrêté du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ;

- arrêté du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves des recrutements réservés d'accès aux corps d'ingénieurs et de personnels techniques de la recherche de l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA).

1.2 Les principes généraux

Les recrutements réservés sont accessibles aux agents remplissant certaines conditions précisées ci-dessous.

La loi prévoit trois modalités de recrutements réservés :

- le concours ;

- l'examen professionnalisé ;

- le recrutement sans concours pour l'accès au premier grade des corps de catégorie C.

Pour l'accès aux corps relevant du ministre chargé de l'éducation nationale, les modalités de recrutements réservés retenues sont le concours pour les corps de catégorie A, l'examen professionnalisé pour les corps de catégorie B et le 2ème grade du corps de catégorie C et le recrutement sans concours pour l'accès au premier grade du corps de catégorie C.

Pour l'accès aux corps des ingénieurs et personnels techniques de recherche et formation (filière ITRF), des ingénieurs et personnels techniques de la recherche (filière ITA) et de la filière des bibliothèques, les modalités d'épreuves seront les examens professionnalisés pour les corps de catégorie A, B et C (2ème grade) et les recrutements sans concours pour le premier grade des corps de catégorie C.

Aucun titre ou diplôme ne sera demandé pour pouvoir présenter sa candidature à l'exception de ceux exigés par une disposition législative (pour les professions réglementées de médecins et d'infirmiers, par exemple).

Les épreuves des recrutements réservés, dont la nature est définie par arrêté, reposeront principalement sur la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle.

Le jury analysera ainsi la capacité de l'agent, au regard de son parcours professionnel, à occuper les fonctions correspondant au corps d'accueil auquel il candidate.

Un candidat ne peut se présenter qu'à un seul recrutement réservé ouvert au titre d'une même session.

Tous les recrutements sont contingentés et donnent lieu à l'établissement d'une liste de lauréats, classés par ordre de mérite et, le cas échéant, d'une liste complémentaire.

Le lauréat d'un recrutement réservé se voit appliquer les dispositions en matière de stage, de sanction du stage et de titularisation prévues par le statut particulier du corps d'accueil, selon les modalités prévues pour les lauréats des concours internes.

Les dispositions applicables en matière de stage, de sanction du stage et de titularisation pour les lauréats des recrutements réservés sans concours sont précisées à l'article 9 du décret du 3 mai 2012 précité.

S'agissant des recrutements réservés dans les filières ASS (administrative, sociale et de santé), ITRF et des bibliothèques, dans la mesure du possible et sous réserve de l'ouverture de l'emploi ou de la disponibilité du poste vacant dans son service ou établissement d'origine, l'agent sera maintenu dans l'établissement ou le service où il exerçait en qualité d'agent contractuel à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Toutefois, les règles d'organisation générale des recrutements, en matière de stage et de nomination étant celles applicables aux concours internes de droit commun, aucune garantie ne pourra être apportée sur le maintien des agents lauréats sur leur affectation initiale.

Les lauréats des recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires des établissements de recherche seront affectés dans l'établissement de recherche auprès duquel ils auront candidaté.

Les recrutements réservés seront ouverts dans les corps et grades suivants :

Catégorie C

Adjoints administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de 2ème classe

Adjoints administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de 1ère classe

Adjoints techniques de recherche et formation de 2ème classe

Adjoints techniques de la recherche de 2ème classe

Magasiniers des bibliothèques de 2ème classe

Adjoints techniques principaux de recherche et formation de 2ème classe

Adjoints techniques principaux de la recherche de 2ème classe

Magasiniers principaux des bibliothèques de 2ème classe

Catégorie B

Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe normale

Assistants de service social des administrations de l'État

Techniciens de recherche et de formation de classe normale

Techniciens de la recherche de classe normale

Bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale

Catégorie A

Attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe normale

Médecins de l'éducation nationale de 2ème classe

Assistants ingénieurs régis par le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985

Assistants ingénieurs régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983

Ingénieurs d'études de 2ème classe régis par le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985

Ingénieurs d'études de 2ème classe régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983

Bibliothécaires

Ingénieurs de recherche de 2ème classe régis par le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985

Ingénieurs de recherche de 2ème classe régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983

Conservateurs des bibliothèques

Les modalités de recrutements et les personnes éligibles à ces corps et grades sont précisées en annexe 1.

2 Les conditions requises pour concourir aux recrutements réservés

2.1 Les conditions générales d'accès à l'emploi public

Conformément à l'article 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès à l'emploi public prévues aux articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires (titre Ier du statut général) au plus tard à la date de la première épreuve du concours ou, le cas échéant, à la date de la première réunion du jury chargé de la sélection des dossiers. Toutefois des dispositions spécifiques dérogeant à ces conditions générales existent dans certains statuts particuliers (filiales ITRF ou ITA).

Ainsi, un agent ne peut avoir la qualité de fonctionnaire que :

- s'il possède la nationalité française. Les ressortissants des États membres de l'union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France ont accès, dans les conditions prévues au statut général, aux corps, cadres d'emplois et emplois. Toutefois, ils n'ont pas accès aux emplois dont les attributions soit ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté, soit comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de prérogatives de puissance publique de l'État ou des autres collectivités publiques. Les candidats étrangers, hors Union européenne ou Espace économique européen, en instance d'acquisition de la nationalité française peuvent s'inscrire à titre conditionnel. Ils devront justifier au plus tard au moment de la nomination qu'ils ont acquis la nationalité française à la date de la première épreuve du concours ou, le cas échéant, à la date de la première réunion du jury chargé de la sélection des dossiers. Des dérogations à cette condition de nationalité existent pour l'accès aux corps de catégorie A des filiales ITRF et ITA ;
- s'il jouit de ses droits civiques ;
- s'il n'a pas subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions ;
- s'il se trouve en position régulière au regard du code du service national ;
- s'il remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap. Un agent en congé de grave maladie peut concourir. Toutefois, s'il est lauréat, il ne pourra être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire que s'il a repris ses fonctions à la date de nomination.

2.2 Les conditions d'éligibilité spécifiques au dispositif des recrutements réservés

Sont éligibles aux recrutements réservés les agents remplissant l'ensemble des conditions prévues aux articles 2 à 6 de la loi du 12 mars 2012, aux dispositions du décret du 3 mai 2012, et respectivement aux dispositions des décrets n° 2012-1513 du 28 décembre 2012, n° 2013-485 du 10 juin 2013 et n° 2013-668 du 23 juillet 2013 susmentionnés. Les conditions cumulatives sont précisées ci-dessous.

2.2.1 La nature juridique de la relation contractuelle

Sont concernés par le dispositif les agents contractuels de droit public, en fonction ou en congés (prévus au décret n° 86-83 du 17 janvier 1986) au 31 mars 2011 et recrutés sur le fondement :

- a) des articles 3 alinéa 9, 4 et 6 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État dans sa rédaction antérieure à la loi du 12 mars 2012 ;
- b) du I de l'article 34 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- c) du 2° ou 3° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 précitée pour occuper certains emplois d'un établissement public ou d'une institution administrative figurant sur les listes annexées aux décrets n° 84-38 du 18 janvier 1984 et n° 84-455 du 14 juin 1984 et dont l'inscription sur ces listes est supprimée au cours de la période des quatre années au titre desquelles les recrutements réservés sont organisés.

Les agents visés aux a) et b) dont le contrat a cessé entre le 1er janvier et le 31 mars 2011 peuvent bénéficier des recrutements réservés, dès lors qu'ils remplissent la condition de durée de services publics effectifs définie aux articles 2 ou 4 de la loi du 12 mars 2012.

Les agents visés aux a) b) et c) ayant été licenciés pour insuffisance professionnelle ou faute disciplinaire après le 31 décembre 2010 ne peuvent bénéficier du dispositif des recrutements réservés.

Ne sont donc pas éligibles aux recrutements réservés les agents recrutés sur des fondements juridiques différents de ceux énoncés ci-dessus, à savoir les agents contractuels (liste non exhaustive) :

- recrutés par contrat de droit privé (par exemple : les contrats aidés, les agents ayant opté pour le maintien de leur contrat de droit privé en application de l'article 34 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000) ;
- recrutés par un groupement d'intérêt public ;
- recrutés sur des emplois mentionnés à l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (par exemple les emplois de personnels ouvriers des Crous, les emplois des centres hospitaliers et universitaires mentionnés aux [articles L. 952-21](#) du code de l'éducation nationale et [L. 6151-1](#) du code de la santé publique, les emplois occupés par les assistants d'éducation) ;
- recrutés sur des emplois d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en application de l'article 5 de la loi du 11 janvier 1984 ;
- engagés dans le cadre d'une formation doctorale ;
- bénéficiant d'un CDI fondé sur un quasi statut antérieur à la loi du 11 janvier 1984 (type CNRS, UGAP,

bibliothèques de France, agents techniques de l'administration centrale du MEN, etc.) ;
 - recrutés sur le fondement de dispositions spécifiques du code de l'éducation et du code de la recherche :
 personnels des services d'activités industrielles et commerciales (SAIC) recrutés au titre des articles L. 123-5 et R. 123-8 du code de l'éducation, personnels engagés sur la base de l'article L. 954-3 du code de l'éducation ou de l'article L. 431-2-1 du code de la recherche.

2.2.2 La quotité de service requise

Les agents contractuels employés pour répondre à un besoin à temps incomplet (du fait du besoin de l'administration) doivent justifier d'une quotité de service au moins égale à 70 % d'un temps complet à la date d'appréciation des conditions d'éligibilité (c'est-à-dire le 31 mars 2011 pour l'ensemble des agents excepté pour ceux ayant bénéficié de la cédésation à la publication de la loi du 12 mars 2012 dont la date d'appréciation de l'éligibilité est le 13 mars 2012). Pour les agents contractuels payés à la vacation se reporter à l'annexe n° 4.

Les agents recrutés à temps complet mais bénéficiant d'un service à temps partiel (de droit ou par autorisation de l'employeur) ne se voient pas appliquer la condition des 70 % à la date d'appréciation des conditions d'éligibilité.

2.2.3 L'ancienneté de services publics effectifs requise selon les situations d'emploi

a) Nombre d'années requises

Les agents contractuels, hormis ceux bénéficiant d'un CDI à la date de signature du protocole d'accord le 31 mars 2011, ou ceux remplissant les conditions d'accès au CDI prévues à l'article 8 de la loi du 12 mars 2012, doivent justifier d'**au moins quatre années de services publics effectifs** à la date d'appréciation des conditions d'éligibilité.

b) Date et période d'appréciation de l'ancienneté de services publics

La date et la période d'appréciation des conditions d'ancienneté varient selon les situations d'emploi des agents non titulaires :

Situation de l'agent contractuel	Date d'appréciation des conditions d'ancienneté	Période d'appréciation de l'ancienneté de services
Agent remplissant les conditions d'accès au CDI prévues à l'article 8 de la loi du 12 mars 2012	Le 13-3-2012	Pas de période d'appréciation de l'ancienneté cette dernière étant considérée comme remplie d'office
Agent en CDI au 31-3-2011	Le 31-3-2011	Pas de période d'appréciation de l'ancienneté cette dernière étant considérée comme remplie d'office
Agent en CDD au 31-3-2011 sur un besoin permanent (article 4 ou 6, 1er alinéa de la loi du 11 janvier 1984 dans sa rédaction précédente)	Le 31-3-2011 Ou La date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés	Du 31-3-2005 au 31-3-2011 (soit 6 ans précédant le 31 mars 2011) Ou Du 31-3-2007 à la date de clôture des inscriptions (2 ans d'ancienneté au moins dans les quatre années précédant le 31-3-2011)
Agent en CDD au 31-3-2011 sur un emploi temporaire (articles 3,9ème alinéa et 6, 2ème alinéa de la loi du 11 janvier 1984 dans sa rédaction précédente)	31-3-2011	Du 31-3-2006 au 31-3-2011 (période de cinq années précédant le 31-3-2011)

c) Règles de l'employeur unique

Les quatre années de services publics effectifs doivent avoir été accomplies auprès du même département ministériel, de la même autorité publique ou du même établissement public qui emploie l'intéressé au 31 mars 2011, ou qui l'a employé entre le 1er janvier 2011 et le 31 mars 2011 pour l'agent dont le contrat a cessé entre le 1er janvier et le 31 mars 2011.

Sont constitutifs du département ministériel de l'éducation nationale les services centraux, les services déconcentrés et les EPLE. Sont constitutifs du département ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche les services centraux et les services déconcentrés du ministère. Chacun des établissements publics (EPN, EPSCP, EPA, EPST) ou autorité publique est un employeur distinct.

Néanmoins, il existe des situations dérogatoires à ce principe :

1. Cas des transferts d'activités, de compétences ou d'autorités

L'alinéa 7 du I de l'article 4 de la loi du 12 mars 2012 dispose : « Les agents dont le contrat a été transféré ou renouvelé du fait d'un transfert d'activités, d'autorités ou de compétences entre deux départements ministériels ou autorités publiques, ou entre deux des personnes morales mentionnées à l'**article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet**

1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, conservent le bénéfice de l'ancienneté acquise au titre de leur précédent contrat ». Ainsi, l'agent dont le contrat a été transféré auprès d'une autre administration suite à des restructurations (ex : fusion d'universités), ou réorganisation des compétences (transferts de l'activité des IUFM vers les universités) verra son ancienneté antérieure cumulée avec celle de son employeur suivant.

2. Cas des situations de multi-emplois

L'alinéa 8 du I de l'article 4 de la loi du 12 mars 2012 dispose que : « le bénéfice de cette ancienneté est également conservé aux agents qui, bien que rémunérés successivement par des départements ministériels, autorités publiques ou personnes morales distincts, continuent de pourvoir le poste de travail pour lequel ils ont été recrutés. » Ainsi, les agents ayant occupé un **même poste de travail** (même affectation et même mission) tout en étant sous contrat avec plusieurs employeurs successifs relevant de la fonction publique de l'État et rémunérés par ces derniers voient prise en compte l'ancienneté de services acquise durant ces différentes périodes d'emploi. Cette situation peut notamment se présenter dans les unités mixtes de recherche.

d) Effectivité des services publics

Les services publics entrant dans le décompte de l'ancienneté doivent être effectifs, c'est-à-dire correspondre à des périodes d'activité. Ne sont pas comptabilisés dans l'ancienneté des périodes de congés non rémunérés pour raisons familiales ou personnelles prévues au titre V du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État.

e) Nature des services publics

Seuls les services publics accomplis sur le fondement des articles 3, alinéa 9, 4 et 6 de la loi du 11 janvier 1984 dans sa rédaction antérieure à la loi du 12 mars 2012 et du I de l'article 34 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 sont à prendre en compte. Sont notamment exclus les services accomplis (liste non exhaustive) :

- sur des emplois pour lesquels leur administration bénéficie d'une dérogation à l'occupation des emplois permanents par des fonctionnaires (ex : personnels ouvriers des Crous) ;
- au titre des articles 3 ou 5 de la loi du 11 janvier 1984 dans sa rédaction précédente à la loi du 12 mars 2012 (personnels médicaux et scientifiques des CHU, assistants d'éducation, enseignants-chercheurs, etc.) ;
- sur des emplois de collaborateurs de cabinet ;
- sur des emplois pourvus dans le cadre d'une formation doctorale ;
- sur des emplois de militaires sous contrat ;
- sur des emplois relevant d'un régime juridique spécifique (exemples : recrutement sur la base de l'article L. 954-3 du code de l'éducation, de l'article L. 431-2-1 du code de la recherche, etc.)

f) Mode de décompte de l'ancienneté

L'ancienneté est calculée en équivalent temps plein selon les modalités suivantes :

- les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet correspondant à une quotité supérieure ou égale à 50 % d'un temps complet sont assimilés à des services à temps complet ;
- les services accomplis selon une quotité inférieure à 50 % d'un temps complet sont assimilés aux trois quarts du temps complet.

Par dérogation, les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet ne correspondant pas à une quotité égale ou supérieure à 50 % sont, pour les agents reconnus handicapés, assimilés à des services à temps complet.

Pour les agents exerçant à temps incomplet et payés à la vacation, il convient de vérifier la quotité de service que représente le nombre d'heures de vacation réalisées sur la période d'engagement couverte par le contrat ou par la lettre d'engagement comparativement à la durée du travail des fonctionnaires (soit, pour les agents exerçant des fonctions de type BIATSS, 1607 heures travaillées pour 12 mois ou 134 heures travaillées par mois.)

2.2.4 Les corps auxquels les agents peuvent candidater

Le dispositif de recrutement réservé fixe les règles suivantes pour déterminer à quels corps de fonctionnaires un agent peut candidater.

a) Le niveau de catégorie

La loi dispose que les agents ne peuvent accéder qu'aux corps de fonctionnaires dont les missions, définies par leurs statuts particuliers, relèvent d'une catégorie hiérarchique (A, B ou C), équivalente à celle des fonctions qu'ils ont exercées pendant une durée de quatre ans en équivalent temps plein dans l'administration auprès de laquelle ils sont éligibles.

Si les agents ont acquis une ancienneté supérieure à quatre ans auprès de cette administration, l'ancienneté s'apprécie au regard des quatre années pendant lesquelles l'agent a exercé les fonctions équivalentes à la ou aux catégories les plus élevées.

Lorsque l'ancienneté a été acquise dans des catégories différentes, les agents peuvent accéder aux corps relevant de la catégorie dans laquelle ils ont exercé leurs fonctions le plus longtemps pendant les quatre années définies au paragraphe précédent (c'est-à-dire pendant lesquelles l'agent a exercé les fonctions équivalentes à la ou aux catégories les plus élevées).

La circulaire DGAFP du 26 juillet 2012 (pages 5 et 6) précise que les quatre années identifiées pour vérifier le niveau

de catégorie des corps auxquels les agents sont éligibles est susceptible d'évoluer dans le temps pour les agents en CDD sur besoin permanent au 31 mars 2011. En effet, l'ancienneté de quatre ans exigée s'apprécie au regard de l'ancienneté acquise à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés. Ainsi, si un agent recruté en CDD (pour répondre à un besoin permanent) au 31 mars 2011 sur un emploi de catégorie B se voit proposer, par la même administration, après cette date, un CDD relevant de la catégorie A, il pourra candidater aux corps relevant de cette dernière catégorie, lors des dernières sessions de recrutement, dès lors qu'à la date de clôture des inscriptions, la catégorie A constituera la catégorie dans laquelle l'agent aura exercé le plus longtemps dans la période des quatre « meilleures années » retenues.

Il convient de rappeler que les quatre années prises en compte, pour déterminer la catégorie hiérarchique des corps accessibles, sont celles que l'agent a cumulées dans les périodes d'appréciation de l'ancienneté de services publics précisées au 2.2.3 b) ci-dessus. Pour les agents sur besoin permanent au 31 mars 2011, la période d'appréciation du niveau de catégorie hiérarchique de titularisation est du 31 mars 2005 à la date de clôture des inscriptions.

Les agents en CDI à la date du 31 mars 2011 peuvent accéder aux corps de fonctionnaires dont les fonctions relèvent de la même catégorie hiérarchique que celles occupées au 31 mars 2011.

Exemple 1 (correspondant à la situation n° 4 des annexes 2 et 3)

Soit un agent en CDD (à temps complet) sur besoin temporaire au 31 mars 2011 présentant les services suivants (toujours à temps complet) :

- du 1er septembre 2005 au 30 juin 2006 : catégorie C
- du 1er septembre 2006 au 30 juin 2007 : catégorie B
- du 1er septembre 2007 au 30 juin 2008 : catégorie C
- du 1er septembre 2008 au 30 juin 2009 : catégorie B
- du 1er septembre 2009 au 30 juin 2010 : catégorie C
- du 1er septembre 2010 au 30 juin 2011 : catégorie C

Sur la période du 31 mars 2006 au 31 mars 2011 (5 ans précédant le 31 mars 2011) l'agent présente :

Niveaux de catégorie	Périodes d'engagement	Services publics effectifs	
		Par période	Total
A	-	-	-
B	du 1-9-2006 au 30-6-2007	0 an 10 mois 0 jour	1 an 8 mois 0 jour
	du 1-9-2008 au 30-6-2009	0 an 10 mois 0 jour	
C	du 31-3-2006 au 30-6-2006	0 an 3 mois 1 jour	2 ans 6 mois 1 jour
	du 1-9-2007 au 30-6-2008	0 an 10 mois 0 jour	
	du 1-9-2009 au 30-6-2010	0 an 10 mois 0 jour	
	du 1-9-2010 au 31-3-2011	0 an 7 mois 0 jour	
Total		4 ans 2 mois 1 jour	

L'agent présente 4 ans 2 mois 1 jour d'ancienneté sur la période d'appréciation de l'éligibilité.

On retient les 4 années où l'agent a exercé sur la ou les catégories les plus élevées :

Soit 1 an 8 mois du niveau de la catégorie B et 2 ans 4 mois 1 jour du niveau de la catégorie C.

Sur ces quatre années déterminées, l'agent a exercé le plus longtemps au niveau de la catégorie C. **L'agent est éligible aux recrutements dans les corps de catégorie C.**

Exemple 2 (correspondant à la situation n° 3 des annexes 2 et 3)

Soit un agent exerçant des fonctions de type ITRF en CDD sur besoin permanent au 31 mars 2011 présentant les services suivants (toujours auprès du même établissement public) :

- du 1er septembre 2008 au 30 juin 2009 : catégorie C (70 %)
- du 1er septembre 2009 au 30 juin 2010 : catégorie C (40 %)
- du 1er février 2010 au 30 juin 2010 : 280 heures payées à la vacation - catégorie C
- du 1er juillet 2010 au 31 juillet 2010 : 120 heures payées à la vacation - catégorie C
- du 1er septembre 2010 au 30 juin 2011 : catégorie B (70 %)
- du 1er juin 2011 au 31 juillet 2011 : 80 heures payées à la vacation - catégorie C
- du 1er septembre 2011 au 31 juillet 2012 : catégorie B (70 %)
- du 1er septembre 2012 au 15 juin 2013 : catégorie B (70 %)

Dans cet exemple, la date de clôture des inscriptions est fixée le 15 juin 2013.

Rappel :

- les services publics effectifs réalisés à une quotité de 50 % et plus sont pris en compte comme du temps complet ;

- les services publics effectifs réalisés à une quotité inférieure à 50 % sont pris en compte comme du 3/4 d'un temps complet.

Sur la période du 31 mars 2005 (6 ans précédant le 31 mars 2011) à la date de clôture des inscriptions l'agent présente :

Niveaux de catégorie	Périodes d'engagement	Quotité	Services publics effectifs	
			Par période	Total
A	-	-	-	-
B	du 1-9-2010 au 31-5-2011	70 %	0 an 9 mois 0 jour	2 ans 6 mois 15 jours
	du 1-6-2011 au 30-6-2011	70 % (1)	0 an 1 mois 0 jour	
	du 1-9-2011 au 31-7-2012	70 %	0 an 11 mois 0 jour	
	du 1-9-2012 au 15-6-2013	70 %	0 an 9 mois 15 jours	
C	du 1-9-2008 au 30-6-2009	70 %	0 an 10 mois 0 jour	1 an 8 mois 14 jours
	du 1-9-2009 au 31-1-2010	40 %	0 an 3 mois 22 jours	
	du 1-2-2010 au 30-6-2010	82 % [ie 40 % + 42 % (= 280 h pendant 5 mois)]	0 an 5 mois 0 jour	
	du 1-7-2010 au 31-7-2010	90 % (= 120h/m)	0 an 1 mois 0 jour	
	du 1-7-2011 au 31-7-2011	30 % (égale 40 heures de vacations)	0 an 0 mois 22 jours	
	Total			

(1) Les heures de vacations de catégorie C réalisées au mois de juin sont neutralisées puisque l'agent est en contrat avec une quotité de service de 70 % d'un temps plein pris en compte à 100 %. Les vacations ne peuvent avoir pour effet de cumuler plus de 100 % d'un temps complet de services publics effectifs sur une même période travaillée.

Rappel :

- les services publics effectifs réalisés à une quotité de 50 % et plus sont pris en compte comme du temps complet ;
- les services publics effectifs réalisés à une quotité inférieure à moins de 50 % sont pris en compte comme du 3/4 d'un temps complet.

L'agent présente 4 ans 2 mois et 29 jours d'ancienneté sur la période d'appréciation de l'éligibilité.

On retient les quatre années où l'agent a exercé sur la ou les catégories les plus élevées :

soit 2 ans 6 mois et 15 jours du niveau de la catégorie B et 1 an 5 mois 15 jours du niveau de la catégorie C.

Sur ces quatre années déterminées, l'agent a exercé le plus longtemps au niveau de la catégorie B. **L'agent est éligible aux recrutements dans les corps de catégorie B.**

b) Les corps du département ministériel ou de l'établissement public auquel il est rattaché à la date d'appréciation de l'éligibilité

Le principe retenu dans l'article 2 du décret du 3 mai 2012 est que l'agent peut postuler aux recrutements ouverts par l'administration dont il relève à la date d'appréciation de l'éligibilité (le 31 mars 2011, le 13 mars 2012 ou à la date de clôture des inscriptions au recrutement).

Détermination de l'administration auprès de laquelle chaque agent éligible peut candidater							
	Auprès de l'administration dont il relève à la date de clôture des inscriptions	Auprès de l'administration où les quatre années ont été effectuées	Cas particulier des transferts d'activités : auprès de l'administration dont il relève après le transfert	Cas particulier des agents en situation de multi-emplois : uniquement auprès de	Auprès de l'administration dont il relève à la date de son dernier contrat ayant cessé entre le 1er janvier et le	Auprès de l'administration dont il relève à la date du 13-3-2012	Auprès de son administration d'origine ou de son administration d'accueil (au choix)

					l'employeur à la date du 31-3-2011	31-3- 2011		
Agent en CDI à la date du 31-3-2011	X							
Agent en CDD à la date du 31-3-2011 (même si par la suite il a accédé au CDI, à l'exception des agents cédés à la date du 13-3-2012)		X	X	X				
Agent dont le contrat a pris fin entre le 1er janvier et le 31-3-2011						X		
Agent cédé au 13-3-2012							X	
Agent en congé mobilité à la date du 31-3-2011								X

Toutefois, le V de l'article 2 du décret du 3 mai 2012 précise que lorsque le département ministériel, l'établissement public ou l'autorité publique ne disposent pas de corps de fonctionnaires, les agents peuvent se présenter aux recrutements qui leur sont ouverts par le département ministériel de tutelle ou de rattachement ou par le département ministériel qui assure la gestion des fonctionnaires affectés dans ce département ministériel, cet établissement ou cette autorité.

Il est rappelé qu'hormis les établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST), qui disposent de corps de fonctionnaires d'établissement, les universités et les autres établissements relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche ne disposent pas de corps propres de fonctionnaires. Les corps des filières ITRF et des bibliothèques sont des corps ministériels.

Pourront candidater à l'accès aux corps des ingénieurs et personnels techniques de la recherche (filière ITA)

les agents contractuels exerçant dans un EPST au 31 mars 2011 ou s'ils bénéficient de la cédésation, au sein d'un EPST au 13 mars 2012. Un agent d'un EPST pourra se présenter au recrutement réservé ouvert dans un autre EPST (possibilité prévue dans le décret ministériel relatif à l'ouverture des recrutements réservés).

Pourront candidater à l'accès aux corps des ingénieurs et des personnels techniques et administratifs de recherche et de formation (filière ITRF)

les agents contractuels exerçant dans un service ou un établissement public hors EPST relevant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que les agents

contractuels exerçant dans l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur devenue le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Pourront également se présenter les agents exerçant dans un service ou un établissement relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ainsi que les agents exerçant dans certains établissements publics relevant du ministre chargé de la jeunesse et des sports (Le centre national pour le développement du sport (CNDS), les centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (Creps), l'école nationale des sports de montagne (ENSM), l'école nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN), l'institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), l'institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep) et le musée national du sport).

Pourront candidater à l'accès aux corps des fonctionnaires de la filière des bibliothèques les agents contractuels exerçant dans un service ou un établissement public hors EPST relevant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que les agents contractuels exerçant dans l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur devenue le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Pourront également se présenter les agents exerçant des fonctions dans une bibliothèque d'une administration de l'État ou de ses établissements publics.

Le périmètre d'ouverture des corps ministériels et d'établissements est précisé aux annexes du décret n° 2012-1513 du 28 décembre 2012 et du décret n° 2013-485 du 10 juin 2013.

Par ailleurs, pour assurer une meilleure réussite aux recrutements réservés, le personnel contractuel devra s'orienter vers une inscription pour l'accès aux corps dont les missions correspondent au plus près des fonctions exercées en tant qu'agent non titulaire. C'est le jury qui analysera si l'expérience professionnelle de l'agent durant la période considérée correspond aux compétences et aptitudes requises pour accéder au corps de fonctionnaires concerné.

Cas particuliers :

- Agents « mis à la disposition » : les agents mis à la disposition d'une autre administration pourront candidater à l'accès aux corps de l'administration d'origine. Ainsi, les agents contractuels des services ministériels du MESR, ou de leurs établissements publics hormis les EPST mis à la disposition de groupements d'intérêt public seront éligibles aux corps ministériels des ITRF et des bibliothèques. Les agents contractuels mis à la disposition d'un GIP par un EPST pourront candidater aux corps d'établissements des EPST.

- Congé mobilité : les agents en CDI, bénéficiant d'un congé mobilité auprès d'une autre administration à la date du 31 mars 2011 peuvent candidater soit auprès de l'administration où ils exerçaient à cette date soit auprès de leur administration d'origine. Toutefois, ils ne peuvent concourir à plus d'un recrutement réservé au titre d'une même session.

3 - Organisation des recrutements réservés

3.1 Modalités d'inscription

Les inscriptions pour les recrutements réservés dans les corps de fonctionnaires des filières ASS, ITRF, ITA et des bibliothèques se feront selon la procédure habituelle applicable aux concours nationaux et déconcentrés de droit commun et aux concours d'établissement pour les EPST.

Il est rappelé que les agents éligibles au dispositif ne peuvent faire acte de candidature qu'à un seul recrutement réservé au titre d'une même session (y compris pour le recrutement dans les corps d'établissements des EPST).

En revanche, ils peuvent concomitamment se présenter aux concours externes ou internes de droit commun s'ils remplissent les conditions.

3.2 Calendrier prévisionnel des prochaines sessions

Le calendrier prévisionnel des prochaines sessions est précisé en annexe 6.

3.3 Nature et durée des épreuves et mode d'organisation des recrutements

Les tableaux ci-après indiquent, pour chaque corps de la filière ASS, de la filière ITRF, de la filière ITA et de la filière des bibliothèques, la nature et la durée des épreuves ainsi que le mode d'organisation du recrutement.

Il est signalé que pour le recrutement réservé dans un corps, pour lequel il n'y a pas d'épreuve d'admissibilité, tous les candidats inscrits et dont la candidature est recevable doivent être convoqués et auditionnés.

Recrutements réservés de la loi du 12 mars 2012 - Filière administrative, sociale et de santé

Corps	Type de recrutement	Organisateur	Admissibilité	Admission
Attaché	Concours réservé recrutement national	DGRH D5 Écrit en académie Oral à Paris	Série de 5 questions relatives aux politiques publiques portées par le ministère durée : 3 h	Entretien à partir du dossier de RAEP Durée : 30 min

Médecin	Concours réservé recrutement national	DGRH D5	Néant	Entretien à partir du dossier de RAEP Durée : 30 min
Infirmier	Concours réservé recrutement académique	Rectorats	Néant	Entretien à partir du dossier de RAEP Durée : 30 min
Assistant de service social	Examen professionnalisé réservé recrutement académique	Rectorats	Néant	Entretien à partir du dossier de RAEP Durée : 30 min
Secrétaire administratif de classe normale	Examen professionnalisé réservé recrutement académique	Rectorats	Néant	Entretien à partir du dossier de RAEP Durée : 30 min
Adjoint administratif de 1ère classe	Examen professionnalisé réservé recrutement académique	Rectorats	Néant	Entretien à partir du dossier de RAEP Durée : 20 min
Adjoint administratif de 2ème classe	Recrutement sans concours réservé recrutement académique	Rectorats	Néant	Entretien

Recrutements réservés de la loi du 12 mars 2012 - Filière des bibliothèques

Corps	Type de recrutement	Organisateur	Admissibilité	Admission
Conservateur des bibliothèques	Examen professionnalisé réservé recrutement national	DGRH D5 Écrit en académie Oral à Paris	Note de synthèse Durée : 3 h	Entretien avec dossier de RAEP Durée : 30 min
Bibliothécaire	Examen professionnalisé réservé recrutement national	DGRH D5 Écrit en académie Oral à Paris	Série de 5 questions avec programme Durée : 3 h	Entretien avec dossier de RAEP Durée : 30 min
Bibliothécaire assistant spécialisé de classe normale	Examen professionnalisé réservé recrutement national	DGRH D5 Oral à Paris	Néant	Entretien avec dossier de RAEP Durée : 30 min
Magasinier principal de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé recrutement national	DGRH D5 Oral à Paris	Néant	Entretien avec dossier de RAEP Durée : 20 min
Magasinier de 2ème classe	Recrutement sans concours réservé	Établissements organisateurs	Néant	Entretien

Recrutements réservés de la loi du 12 mars 2012 - Filière ITRF

Corps	Type de recrutement	Organisateur	Admissibilité	Admission
Ingénieur de	Examen	Établissements centres	Examen du dossier de	Entretien avec

recherche, Ingénieur d'études et assistant ingénieur	professionnalisé réservé	organismes pour l'admissibilité (échelon national) Établissements affectataires pour l'admission (échelon local)	RAEP du candidat	dossier RAEP Durée : 30 min
Technicien de recherche et de formation de classe normale	Examen professionnalisé réservé	Établissements centres organisateurs (échelon académique)	Néant	Entretien avec dossier de RAEP Durée : 30 min
Adjoint technique principal de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	Établissements centres organisateurs (échelon académique)	Néant	Entretien avec dossier de RAEP Durée : 20 min
Adjoint technique de 2ème classe	Recrutement sans concours réservé	Établissements	Néant	Entretien

Recrutements réservés de la loi du 12 mars 2012 - Filière ITA

Corps	Type de recrutement	Organisateur	Admissibilité	Admission
Ingénieur de recherche, Ingénieur d'études et assistant ingénieur	Examen professionnalisé réservé	EPST Pour l'admissibilité et pour l'admission	Examen du dossier de RAEP du candidat	Entretien avec dossier RAEP Durée propre à chaque EPST selon arrêtés du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves
Technicien de recherche et de formation de classe normale	Examen professionnalisé réservé	EPST	Néant	Entretien avec dossier de RAEP Durée propre à chaque EPST selon arrêtés du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves
Adjoint technique principal de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	EPST	Néant	Entretien avec dossier de RAEP Durée propre à chaque EPST selon arrêtés du 23 juillet 2013 fixant les règles d'organisation générale et la nature des épreuves
Adjoint technique de	Recrutement sans concours réservé	EPST	Néant	Entretien

3.4 Nomination des lauréats, stage et classement

3.4.1 Nomination

Les agents lauréats des recrutements réservés sont nommés dans les conditions prévues par les statuts particuliers des corps d'accueil, selon les règles applicables pour les agents non titulaires lauréats des concours internes.

3.4.2 Période de stage

Les agents déclarés aptes sont soumis à une période de stage si le statut particulier en prévoit pour les lauréats des concours internes. C'est le cas notamment des attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (d'une durée d'un an), des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (d'une durée d'un an), des médecins de l'éducation nationale (d'une durée d'un an, comprenant huit semaines de formation), des conservateurs des bibliothèques et des bibliothécaires (avec accomplissement d'une formation à l'ENSSIB d'une durée de 18 mois pour les conservateurs des bibliothèques et d'un an pour les bibliothécaires).

En outre, l'article 9 du décret du 3 mai 2012 modifié prévoit la réalisation d'un stage probatoire de six mois pour les agents recrutés par recrutement réservé sans concours pour l'accès au 1er garde des corps de catégorie C.

3.4.3 Classement

Les agents sont classés conformément aux règles applicables aux agents non titulaires lauréats des concours internes. Pour les personnels accédant aux corps de catégorie A et B, ils bénéficient du maintien partiel de leur rémunération conformément aux arrêtés du 29 juin 2007 :

- arrêté du 29 juin 2007 fixant le pourcentage et les éléments de rémunération pris en compte pour le maintien partiel de la rémunération de certains agents non titulaires accédant à un corps relevant des décrets n° 94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de catégorie B et n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'État ;
- arrêté du 29 juin 2007 fixant le pourcentage et les éléments de rémunération pris en compte pour le maintien partiel de la rémunération de certains agents non titulaires accédant à un corps soumis aux dispositions du décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État.

3.5 Recommandations pour la mise en œuvre matérielle

3.5.1 Communication vis-à-vis des agents contractuels

Dans la mesure du possible, il est recommandé aux services gestionnaires et divisions des examens d'informer collectivement les agents contractuels sur la mise en œuvre générale du dispositif de recrutements réservés au regard des éléments transmis dans la présente note. Cette information pourra être réalisée sous quelque forme que ce soit (diffusion sur l'intranet, affichage dans les locaux, réunion d'information, etc.)

Il conviendrait notamment de rappeler les points suivants :

- les recrutements sont réservés à certains agents remplissant des conditions spécifiques (principaux critères d'éligibilité) ;
- les recrutements réservés seront organisés sur une période de quatre années suivant le 13 mars 2012 (calendrier prévisionnel pour la première session) ;
- les agents ne peuvent candidater qu'à un seul recrutement réservé au titre d'une même session. S'ils remplissent les conditions requises, ces agents peuvent également se porter candidats aux concours de droit commun ;
- les épreuves reposeront principalement sur la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle. Il est donc recommandé aux agents de s'inscrire aux recrutements réservés dans le corps de fonctionnaires dont les missions correspondent aux fonctions effectivement exercées dans l'administration où ils sont éligibles ;
- les lauréats d'un recrutement réservé se voient appliquer les dispositions en matière de stage, de sanction du stage et de titularisation prévues par le statut particulier du corps d'accueil, selon les mêmes modalités prévues que pour les lauréats des concours internes. Pour les lauréats des recrutements sans concours réservés, ils sont soumis à un stage de six mois conformément aux dispositions du décret du 3 mai 2012 précité.

L'affectation sur place se fera selon les possibilités d'accueil de l'administration (emploi ouverts, postes vacants) sans pouvoir toutefois être garantie.

3.5.2 Information aux instances de concertation

Conformément aux préconisations de la fonction publique, dans la circulaire du 26 juillet 2012, dans le cadre de l'information des membres des comités techniques, les personnels siégeant dans ces instances pourront avoir accès à un état des lieux des personnels éligibles (nombre d'agents concernés, nature du contrat de ces agents - CDD/CDI -, principaux services d'affectation, principaux corps concernés, etc.). Toutefois, il ne pourra leur être communiqué l'identité des personnels concernés.

3.5.3 Pièces à fournir aux agents éligibles

Tout comme pour les concours de droit commun un certain nombre de pièces justificatives sera demandé au candidat lors de l'inscription aux recrutements réservés (pièces d'identité, titre requis pour l'exercice de professions réglementées, états des services publics complétés par les administrations, contrats ou attestations de travail, etc.). À cet effet, pour les recrutements réservés pour l'accès aux corps des filières ASS, de la filière ITRF et de la filière des bibliothèques, les services gestionnaires devront compléter l'attestation relative à l'éligibilité à l'accès à l'emploi titulaire (voir annexe 3) aux agents éligibles au dispositif qui en feront la demande en vue de leur inscription. Cette attestation indiquera le niveau de catégorie hiérarchique (A, B ou C) des corps de fonctionnaires auxquels les agents pourront candidater. Il y sera également précisé, à titre indicatif, le corps de fonctionnaires dont les missions correspondent au plus près de celles exercées durant la période requise.

Les services gestionnaires et ceux en charge de l'étude de la recevabilité des candidatures peuvent s'appuyer sur le schéma en annexe 2 pour compléter l'attestation.

Pour les recrutements réservés pour l'accès aux corps de la filière ITA les pièces à fournir seront précisées dans le dossier d'inscription.

3.5.4 Accompagnement des agents contractuels

Il est recommandé d'accompagner les agents contractuels éligibles dans leurs démarches pour concourir aux recrutements réservés. Il pourra notamment être programmé dans les plans de formation des administrations des préparations à l'élaboration des dossiers de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP).

Les agents non éligibles aux recrutements réservés devront être orientés vers les concours de droit commun et les formations y préparant.

Je vous remercie d'assurer la plus grande publicité des présentes dispositions auprès des agents concernés et de me tenir informée des moyens mis en œuvre à cette fin.

Pour la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

Pour le ministre de l'éducation nationale

et par délégation,

La directrice générale des ressources humaines,

Catherine Gaudy

Annexe 1

↳ Corps et grades ouverts aux recrutements réservés

Annexe 2

↳ Schéma d'analyse de l'éligibilité aux recrutements réservés

Annexe 3

↳ Attestation d'éligibilité d'un agent à l'accès à l'emploi titulaire

Annexe 4

↳ Vérification de l'éligibilité des agents payés à la vacation

Annexe 5

↳ Champ d'application de la loi du 12 mars 2012 à l'égard des personnels d'enseignement et de recherche non titulaires

Annexe 6

↳ Calendrier prévisionnel des prochaines sessions

Annexe 1
Corps et grades ouverts aux recrutements réservés

Corps et grades relevant du ministère chargé de l'éducation nationale

Liste des grades des corps relevant du ministère de l'éducation nationale ouverts aux recrutements réservés	Mode d'accès au corps ou grade	Agents pouvant accéder à ces corps
Adjoint administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de 2ème classe	Recrutement réservé sans concours	Agents contractuels du ministère chargé de l'éducation nationale ou de l'un de ses établissements publics.
Adjoint administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de 1ère classe	Examen professionnalisé réservé	Agents contractuels du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou d'un de ses établissements publics administratifs, hors établissements publics à caractère scientifique et technologique.
Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe normale	Examen professionnalisé réservé	Agents contractuels de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (devenue Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur).
Attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	Concours réservé	Agents contractuels relevant d'un groupement d'établissements (Greta).
Infirmiers de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe normale	Concours réservé	Agents contractuels du ministère chargé de l'éducation nationale ou de l'un de ses établissements publics.
Médecins de l'éducation nationale de 2ème classe	Concours réservé	Agents contractuels du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou d'un de ses établissements publics administratifs, hors établissements publics à caractère scientifique et technologique. Agents contractuels de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (devenue Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur).

Le corps des assistants de service social des administrations de l'État est ouvert aux recrutements réservés par décret n°2013-668 du 23 juillet 2013 relatif à l'ouverture de recrutements réservés pour l'accès au corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'État. Ce recrutement consistant en un examen professionnalisé sera ouvert aux agents contractuels relevant du ministère de l'éducation nationale, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, ou d'un de leurs établissements publics administratifs, hors établissements publics à caractère scientifique et technologique.

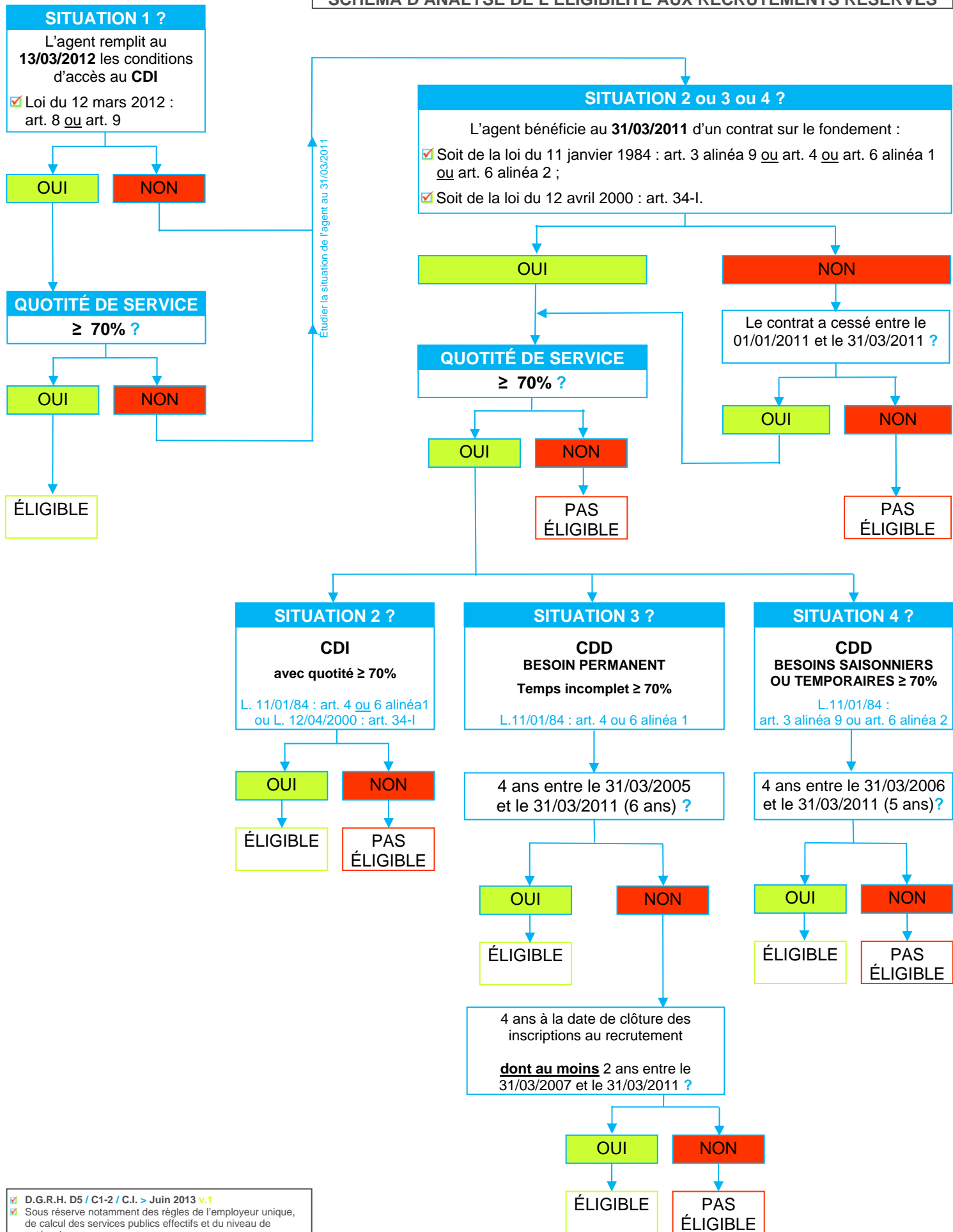
Corps et grades relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche

Liste des grades des corps relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ouverts aux recrutements réservés	Mode d'accès à ces grades	Agents pouvant accéder à ces grades
Corps régis par le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 (personnels ingénieurs et techniques de recherche et de formation - ITRF)		
Adjointes techniques de recherche et formation de 2ème classe	Recrutement réservé sans concours	Agents contractuels relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ou d'un de ses établissements publics administratifs, hors établissements publics à caractère scientifique et technologique,
Adjointes techniques principaux de recherche et formation de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	et Agents contractuels relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ou d'un de ses établissements publics administratifs,
Techniciens de recherche et de formation de classe normale	Examen professionnalisé réservé	et Agents contractuels de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (devenue Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur),
Assistants ingénieurs	Examen professionnalisé réservé	et
Ingénieurs d'études de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	Agents contractuels relevant d'un groupement d'établissements (Greta), et
Ingénieurs de recherche de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	Agents contractuels exerçant des fonctions dans les établissements publics relevant du ministre chargé de la jeunesse et des sports et énumérés ci-dessous : le centre national pour le développement du sport (CNDS), les centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS), l'école nationale des sports de montagne (ENSM), l'école nationale de voile et des sports nautiques (ENVSN), l'institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), l'institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP) et le musée national du sport.
Corps régis par le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 (personnels ingénieurs et techniques des établissements publics à caractère scientifique et technologique - ITA)		
Adjointes techniques de la recherche de 2ème classe	Recrutement réservé sans concours	Agents contractuels relevant d'un établissement public à caractère scientifique et technologique.
Adjointes techniques principaux de la recherche de 2ème classe	Examen professionnalisé	

	réservé	
Techniciens de la recherche de classe normale	Examen professionnalisé réservé	
Assistants ingénieurs	Examen professionnalisé réservé	
Ingénieurs d'études de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	
Ingénieurs de recherche de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	
Corps des personnels des bibliothèques		
Magasiniers des bibliothèques de 2ème classe	Recrutement réservé sans concours	Agents contractuels relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ou d'un de ses établissements publics administratifs, hors établissements publics à caractère scientifique et technologique, et Agents contractuels de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (devenue Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), et Agents contractuels exerçant des fonctions dans une bibliothèque des administrations de l'État et de ses établissements publics.
Magasiniers principaux de 2ème classe	Examen professionnalisé réservé	
Bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale	Examen professionnalisé réservé	
Bibliothécaires	Examen professionnalisé réservé	
Conservateurs des bibliothèques	Examen professionnalisé réservé	



ANNEXE 2
SCHÉMA D'ANALYSE DE L'ÉLIGIBILITE AUX RECRUTEMENTS RÉSERVÉS



D.G.R.H. D5 / C1-2 / C.I. > Juin 2013 v.1
 Sous réserve notamment des règles de l'employeur unique, de calcul des services publics effectifs et du niveau de catégorie.

Annexe 4

Vérification de l'éligibilité des agents payés à la vacation

Les agents non titulaires payés à la vacation ne doivent pas être confondus avec les vrais vacataires dont la circulaire DGAFP du 26 novembre 2007 a apporté la définition suivante :

« un vrai vacataire, même si aucun texte ne le définit, est une personne appelée, à la demande de l'administration, à réaliser un acte déterminé non susceptible de se répéter de façon régulière dans le temps (étude, expertise, etc.) et qui l'effectue sans lien de subordination directe à l'autorité administrative. C'est cet état de subordination à l'autorité administrative qui constitue la caractéristique première du lien contractuel et, par conséquent, du lien salarial (CE, n° 25248 du 24 avril 1981, Ministre du budget c/ M.X).

Cette dernière catégorie regroupe un nombre restreint d'agents dont les fonctions sont assimilables à une prestation de service ponctuelle ou à l'accomplissement d'une tâche très précise (le médecin qui effectue à titre très occasionnel une visite médicale pour le compte de l'administration, le spécialiste juridique à qui une consultation sur un problème précis a été demandée, etc.) » chapitre 4-1.

Les vrais vacataires ne sont pas éligibles au dispositif des recrutements réservés.

Analyse de la quotité de services des agents contractuels payés à la vacation à la date du 31 mars 2011 ou du 12 mars 2012 (pour les agents cédés à la publication de la loi du 12 mars 2012)

Deux modes de calcul peuvent être utilisés pour l'analyse de la quotité de service requise à la date d'appréciation de l'éligibilité (le 31/03/2011 ou le 13/03/2012). Il convient de retenir celle la plus favorable aux agents ;

1) Étude de la quotité de service du mois considéré

Pour les agents cédés au 13 mars 2012, il convient de regarder le nombre d'heures réalisées au cours du mois de mars 2012 et de le rapporter aux 134 heures travaillées en moyenne mensuellement (pour les fonctions de type BIATSS) Si ce nombre d'heures correspond ou représente plus de 70 % d'un temps complet alors l'agent remplit l'une des conditions liées à la quotité de service requise.

Pour les autres agents, il convient de regarder dans les mêmes conditions la quotité de service au mois de mars 2011.

Enfin, pour les agents sans contrat au 31 mars 2011 et qui ont eu un contrat qui a cessé au cours du 1er trimestre 2011, il convient de regarder la quotité de service au cours du dernier mois de contrat.

Si un agent ne remplit pas la condition de quotité de service supérieure ou égale à 70 % d'un temps complet selon la première méthode de calcul, il convient de procéder à la deuxième méthode de calcul ci-dessous.

2) Étude de la quotité de service moyenne du contrat en cours à la date d'appréciation de l'éligibilité

Il convient de tenir compte du nombre de vacations réalisées durant le contrat (ou dans la lettre d'engagement) en cours à la date du 31 mars 2011 ou du 13 mars 2012 et de le rapporter aux obligations de services des titulaires. Le calcul doit être fait pour la période du contrat considéré.

Rappel pour les agents exerçant des fonctions BIATSS (ie non enseignantes)

1 mois = 134 h travaillées (1607/12 = 133.91)

1 an = 1607 h [(365j - 112 j (52 week-end+ 8 j fériés en moyenne) - 25 j congés légaux + 1 j solidarité] x 7h/j)

Pour les agents exerçant des fonctions d'enseignement il convient de comparer les vacations réalisées par rapport aux obligations de service des enseignants titulaires.

Ex : Enseignants titulaires du 2nd degré = 18 h/semaine pendant 36 semaines ou 648 h/an.

Enseignants titulaires du 1er degré = 27 h/semaine pendant 36 semaines ou 972 h/an.

Exemple : un agent bénéficiant d'un CDD de 3 mois du 1er janvier au 31 mars 2011 et réalisant 300 h de vacation administrative durant cette période (120 h en janvier, 120 h en février et 60 h en mars 2011).

Évaluation de la quotité de service de l'agent :

- selon la 1ère méthode de calcul (nombre d'heures du mois considéré x 100/134) l'agent a exercé moins de 70 % d'un temps complet en mars 2011 - (nombre d'heures inférieure à 93.8 h/mois)

- avec la deuxième méthode l'agent remplit les conditions :

Nombre moyen d'heures par mois x 100/134

$\frac{300 \text{ h}}{3 \text{ mois}} \times \frac{100}{134} = 75 \% \text{ d'un temps plein}$

3 mois 134

L'agent remplit la condition de la quotité de service égale ou supérieur à 70 % d'un temps complet au 31 mars 2011.

Analyse de l'ancienneté de services publics effectifs réalisée par les agents contractuels payés à la vacation**Rappel**

Pour l'appréciation de l'ancienneté, les services accomplis à temps partiel (à la demande de l'agent) et à temps incomplet (du fait de l'employeur) correspondant à une quotité supérieure ou égale à 50 % d'un temps complet sont assimilés à des services à temps complet.

Les services accomplis selon une quotité inférieure à 50 % d'un temps complet sont assimilés aux trois quarts du temps complet.

Les services accomplis à temps incomplet inférieure à 50 % sont, pour les agents reconnus handicapés assimilés à des services à temps complet (article 4 de la loi du 12 mars 2012).

Il convient de rapporter le nombre d'heures de vacation réalisées durant une période d'engagement donnée sur le nombre d'heures normalement réalisées par les agents titulaires.

Exemple 1: un agent bénéficiant d'un engagement du 1er septembre 2011 au 30 juin 2012 pour réaliser des vacations sur des fonctions de type BIATSS. Il réalise effectivement 120 h par mois de septembre à décembre puis 80 h en janvier, 50 h/mois de février à avril 2013, 120 h/mois de mai à juin 2013.

Sur la période d'engagement l'agent a réalisé :

$(4 \times 120) + 80 + (3 \times 50) + (2 \times 120) = 950$ heures de vacation soit 95 heures en moyenne sur 10 mois

$\frac{95 \times 100}{134} = 71 \%$.

L'agent a exercé l'équivalent de 10 mois à une quotité de service à 71 % d'un temps complet. La quotité de service étant supérieure à 50 % d'un temps plein, l'agent présente une ancienneté en équivalent temps plein de 10 mois de services publics effectifs.

Exemple 2: Un agent bénéficiant d'un engagement du 1er septembre 2011 au 31 décembre 2011 puis du 1er mars au 31 mai 2012 pour réaliser des vacations. Il réalise effectivement 120 h par mois de septembre à novembre 2011, puis 50 h en décembre 2011, puis 50h/mois de mars à mai 2013.

- sur la période d'engagement de septembre à décembre 2011, l'agent a réalisé :

$(3 \times 120) + 50 = 410$ h de vacation soit 102,5 h/ mois en moyenne sur la période

$\frac{102,5 \times 100}{134} = 76 \%$.

L'agent a exercé l'équivalent de 4 mois à une quotité de service à 76 % d'un temps complet. La quotité de service étant supérieur à 50 % d'un temps plein, l'agent présente une ancienneté en équivalent temps plein de 4 mois de services publics effectifs.

- Sur la période d'engagement de mars à mai 2012 l'agent a réalisé :

$3 \times 50 = 150$ h de vacation soit 50 h/mois en moyenne.

$\frac{50 \times 100}{134} = 37\%$.

L'agent a exercé l'équivalent de 3 mois à une quotité de service à 37 % d'un temps complet. La quotité de service étant inférieure à 50 % d'un temps plein, l'agent présente une ancienneté en équivalent temps plein de $\frac{3}{4}$ de trois mois, soit 2 mois et 1 semaine de services publics effectifs.

L'agent a donc cumulé 6 mois et une semaine d'ancienneté en équivalent temps plein sur la période de septembre 2011 à mai 2012.

Exemple 3: soit un agent bénéficiant d'un contrat à temps incomplet à 40 % d'un temps plein du 1er septembre 2011 au 30 juin 2012. Par ailleurs, il est engagé pour réaliser 120 h de vacation au sein du même établissement public du 1er mai et 30 juin 2012.

Sur la période du 1er septembre 2011 au 30 avril 2012, l'agent présente une ancienneté de $\frac{3}{4}$ d'un temps plein sur 8 mois, soit 6 mois ($= 0,75 \times 8$)

Sur la période du 1er mai au 30 juin 2012 l'agent présente :

- une quotité de service de 40 % d'un temps complet au titre du contrat ;

- une quotité de service de 45 % ($= 120/2 \times 100/134$) d'un temps complet au titre des vacations.

La quotité de service est de 85 % d'un temps complet de mai à juin 2012. L'agent cumule une ancienneté de 2 mois à temps complet.

Sur la période du 1er septembre 2011 au 30 juin 2012 l'agent présente 8 mois d'ancienneté.

Exemple 4 : soit un agent bénéficiant d'un contrat à temps incomplet à 40 % d'un temps plein du 1er septembre 2011 au 30 juin 2012. Par ailleurs, il est engagé pour réaliser 120 h de vacation par mois au sein du même établissement public du 1er mai et 30 juin 2012.

Sur la période du 1er mai au 30 juin 2012 l'agent présente :

- une quotité de service de 40 % d'un temps complet au titre du contrat ;
- une quotité de service de 90 % d'un temps complet au titre des vacations.

La quotité de service est de 40 % d'un temps complet de septembre 2011 à avril 2012, soit 6 mois d'ancienneté (= 0.75×8).

La quotité de service est de 130 % d'un temps complet de mai à juin 2012. Néanmoins l'agent ne peut voir pris en compte une quotité de service supérieure à 100 % d'un temps plein sur une période d'emploi. L'agent cumule donc une ancienneté de 2 mois à temps complet pour les services réalisés en mai et juin 2012.

Sur la période du 1er septembre 2011 au 30 juin 2012 l'agent présente 8 mois d'ancienneté.

Annexe 3

Attestation d'éligibilité d'un agent à l'accès à l'emploi titulaire

(pièce à joindre au dossier d'inscription)

NOM (de famille et d'usage) :
PRÉNOMS :
DATE DE NAISSANCE :
FONCTIONS EXERCÉES :
ADMINISTRATION ACTUELLE OU DERNIÈRE ADMINISTRATION :

Cocher obligatoirement une seule case

Situation n°1 :

Remplit les conditions d'accès au CDI au 13 mars 2012 avec une quotité de service égale ou supérieure à 70 % d'un temps complet (conditions définies aux articles 8 et 9 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012). **Compléter la page 2 ou 3** selon la situation de l'agent au 31 mars 2011.

Situation n°2 :

Bénéficiaire d'un CDI avec une quotité de service égale ou supérieure à 70% d'un temps complet à **la date du 31 mars 2011** (sur le fondement de l'article 4 ou du 1er alinéa de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984 ou du I de l'article 34 de la loi du 12 avril 2000).
Préciser le niveau de catégorie (A, B ou C) du contrat au 31 mars 2011 : **Compléter la page 2.**

Situation n°3 :

Bénéficiaire d'un CDD avec une quotité de service égale ou supérieure à 70 % d'un temps complet à **la date du 31 mars 2011**, pour répondre à un **besoin permanent** de l'administration (sur le fondement de l'article 4 ou du 1er alinéa de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984. **4** années de services publics effectifs en équivalent temps plein doivent avoir été accomplies soit au cours des **6** ans précédant le 31 mars 2011, soit à la date de clôture des inscriptions dont au moins **2** années dans les **4** ans précédant le 31 mars 2011 - dans le cas contraire ne pas cocher la case). **Compléter la page 2.**

Situation n°4 :

Bénéficiaire d'un CDD avec une quotité de service égale ou supérieure à 70% d'un temps complet à **la date du 31 mars 2011**, pour répondre à un **besoin temporaire** (sur le fondement du 9ème alinéa de l'article 3 ou du 2ème alinéa de l'article 6 de la loi du 11 janvier 1984. Au moins **4** années de services publics effectifs en équivalent temps plein doivent avoir été accomplies dans les **5** ans précédant le 31 mars 2011- dans le cas contraire ne pas cocher la case). **Compléter la page 3.**

Au vu des informations à la disposition des services de gestion, cet agent remplit les conditions d'éligibilité prévues aux articles 2 et 4 de la loi du 12 mars 2012 pour se présenter aux recrutements réservés du niveau de la catégorie (préciser A, B ou C)

Les épreuves reposant principalement sur la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle, il lui est conseillé de candidater au recrutement réservé pour l'accès à l'emploi titulaire du corps dont les missions correspondent au plus près de celles qu'il a exercées : (préciser corps et éventuellement grade pour les corps de catégorie C)

(page 1)

Nom :

Prénoms :

Situations n°1, n°2 ou n°3

AGENT SUR BESOIN PERMANENT AU 31 MARS 2011 EN CDD OU CDI

(recruté au 31 mars 2011 sur le fondement de l'article 4 ou de l'article 6 alinéa 1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 ou de l'article 34-I de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000).

Période de services prise en compte : du 31 mars 2005 à la date de clôture des inscriptions au recrutement

Fondement juridique du contrat. Indiquer l'article et l'alinéa applicable (1)	Administration du signataire ou de l'attestation d'engagement	Affectation (pour le compte de quelle administration l'agent a exercé, préciser s'il s'agit d'une UMR)	Niveau de catégorie des fonctions (A, B ou C)	Fonctions exercées	Quotité de service (2)	Période (du / au) Préciser le cas échéant si CDI	Durée en années, mois et jours (-.ans/..mois/..jours) (3)
TOTAL des services à la date de clôture des inscriptions :							

(1) Soit loi du 11 janvier 1984 : art. 3 alinéa 9 ou art. 4 ou art. 6 alinéa 1 ou art. 6 alinéa 2 ; soit loi du 12 avril 2000 : art. 34-I.

(2) Pour les vacataires préciser le nombre d'heures.

(3) Selon les règles de décompte de l'ancienneté prévues aux 5ème et 6ème alinéas du I de l'article 4 de la loi du 12 mars 2012.

NB : l'agent devra fournir les pièces justificatives (copies des contrats, attestations d'emploi...) de ses services publics effectifs au bureau en charge de la vérification de la recevabilité de sa candidature.

Fait le

NOM et Prénom du responsable du service de gestion des ressources humaines

Cachet du service

Signature du responsable RH

(page 2)

Nom : Prénoms :

Situations n°1 ou n°4

AGENT SUR BESOIN TEMPORAIRE AU 31 MARS 2011 EN CDD

(recruté au 31 mars 2011 sur le fondement l'article 3 alinéa 9 ou de l'article 6 alinéa 2 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984).

Période de services prise en compte : du 31 mars 2006 au 31 mars 2011

Fondement juridique du contrat. Indiquer l'article applicable (1)	Administration du signataire du contrat ou de l'attestation d'engagement	Affectation (pour le compte de quelle administration l'agent a exercé, préciser s'il s'agit d'une UMR)	Niveau de catégorie des fonctions (A, B ou C)	Fonctions exercées	Quotité de service (2)	Période (du / au) Préciser le cas échéant si CDI	Durée en années, mois et jours (-.ans/.mois/.jours) (3)
TOTAL des services au 31 mars 2011							
- catégorie A							
- catégorie B							
- catégorie C							
- toutes catégories confondues							

(1) Soit loi du 11 janvier 1984 : art. 3 alinéa 9 ou art. 4 ou art. 6 alinéa 1 ou art. 6 alinéa 2 ; soit loi du 12 avril 2000 : art. 34-I.

(2) Pour les vacataires préciser le nombre d'heures.

(3) Selon les règles de décompte de l'ancienneté prévues aux 5ème et 6ème alinéas du I de l'article 4 de la loi du 12 mars 2012.

NB : l'agent devra fournir les pièces justificatives (copies des contrats, attestations d'emploi, etc.) de ses services publics effectifs au bureau en charge de la vérification de la recevabilité de sa candidature.

Fait le

NOM et Prénom du responsable du service de gestion des ressources humaines

Cachet du service

Signature du responsable RH

(page 3)

Annexe 5

Champ d'application de la loi du 12 mars 2012 à l'égard des personnels d'enseignement et de recherche non titulaires

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique a mis en place des dispositifs de lutte contre la précarité pour les agents contractuels remplissant certaines conditions.

L'article 1er de cette loi prévoit ainsi que l'accès aux corps de fonctionnaires de l'État, dont les statuts particuliers prévoient un recrutement par la voie externe, peut être ouvert par la voie de modes de recrutement valorisant les acquis professionnels pendant une durée de quatre ans à compter du 13 mars 2012.

L'article 8 de la loi du 12 mars 2012 prévoit quant à lui qu'à la date de publication de la loi, la transformation de son contrat en contrat à durée indéterminée est obligatoirement proposée à l'agent contractuel, employé par l'État, l'un de ses établissements publics ou un établissement public local d'enseignement sur le fondement du dernier alinéa de l'article 3 ou des articles 4 ou 6 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 dans sa rédaction antérieure à celle résultant de la loi du 12 mars 2012, qui se trouve en fonction ou bénéficie d'un congé.

Ces deux dispositifs ne s'appliquent pas aux agents occupant soit un emploi relevant des 1° à 6° de l'article 3 ou de l'article 5 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, soit un emploi régi par une disposition législative faisant exception au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983. Les services accomplis dans ces emplois n'entrent pas dans le calcul de l'ancienneté requise. Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus aux agents recrutés par contrat dans le cadre d'une formation doctorale.

Cette fiche a pour objet de déterminer, parmi les personnels enseignants non titulaires, ceux susceptibles de bénéficier de ces deux dispositifs et ceux qui en sont exclus.

I - Les personnels d'enseignement et de recherche non titulaires exclus du bénéfice de la loi du 12 mars 2012

Sont ainsi exclus de ces deux dispositifs les personnels enseignants non titulaires suivants :

- les agents recrutés dans le cadre d'une formation doctorale.

Ces agents sont recrutés pour une durée strictement limitée afin de suivre une formation par la recherche et à la recherche tout en acquérant une expérience professionnelle et n'ont donc pas vocation, par définition, à être pérennisés dans la mesure où la formation doctorale doit leur permettre d'accéder à un emploi pérenne.

Sont donc exclus des dispositifs de la loi du 12 mars 2012 :

- les doctorants contractuels (décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche) ;

- les lecteurs et maîtres de langue bénéficiant d'une formation doctorale (décrets n° 87-754 **relatif au recrutement de lecteurs de langue étrangère et de maîtres de langue étrangère dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur** et n° 87-755 du 14 septembre 1987 relatif au recrutement des répétiteurs de langue étrangère et des maîtres de langue étrangère de l'Institut national des langues et civilisations orientales) ;

- les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) en formation doctorale (décret n° 88-654 du 7 mai 1988 **relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur**).

Les contrats d'ATER permettent aux intéressés, dans la grande majorité des cas, de préparer un doctorat ou de se présenter aux concours de recrutement de l'enseignement supérieur tout en enseignant en qualité d'agent contractuel. Pour les ATER n'ayant pas achevé leur doctorat et recrutés en vue de la préparation de ce diplôme, leur contrat de recrutement s'inscrit par définition dans le cadre d'une formation doctorale.

- Les enseignants associés et invités

Les enseignants associés et invités sont expressément exclus du champ d'application de la loi du 12 mars 2012 dans la mesure où ils sont recrutés en application de l'article 5 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 et de l'article L. 952-1 du code de l'éducation.

- Les lecteurs et maîtres de langue étrangère

Ces enseignants contractuels sont régis par des textes particuliers qui prévoient des conditions particulières d'emploi et encadrent strictement les durées de leurs fonctions. Leur durée de fonctions étant strictement encadrée, ils ne peuvent dans la pratique bénéficier des mesures d'accès à l'emploi titulaire et de transformation de leurs contrats en contrat à durée indéterminée. Toutefois, l'examen au

cas par cas de certaines situations pourrait conduire à ce que certains de ces agents remplissent les conditions s'ils ont accomplis d'autres services leur permettant d'atteindre l'ancienneté de six ans exigée. En outre, lorsqu'ils bénéficient d'une formation doctorale, les lecteurs et maîtres de langue étrangère sont exclus du champ d'application de la loi Sauvadet.

- Les chargés d'enseignement vacataires

Les chargés d'enseignement vacataires sont recrutés sur le fondement spécifique de l'article L. 952-1 du code de l'éducation qui constitue une « disposition législative » dérogeant au principe fixé par l'article 3 de la loi du 13 juillet 1983 selon lequel les emplois permanents de l'État et de ses établissements publics sont occupés par des fonctionnaires.

En outre, l'article L. 952-1 du code de l'éducation prévoit que les chargés d'enseignement exercent une activité professionnelle principale en dehors de leur activité d'enseignement. Ils sont nommés pour une durée limitée. Ces personnels, régis par le décret n° 87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur, sont engagés pour effectuer un nombre limité de vacations. Les vacations attribuées pour chaque engagement ne peuvent excéder l'année universitaire (article 4 du décret du 29 octobre 1987). Les chargés d'enseignement relevant d'un article spécial du code de l'éducation et d'un décret spécifique, le Conseil d'État a considéré, dans son arrêt n° 328373 du 15 décembre 2010, qu'ils ne pouvaient être recrutés que par contrat à durée déterminée.

Dès lors, les contrats successifs par lesquels un agent a été engagé en tant que vacataire dans le cadre du décret du 29 octobre 1987 précité sont des contrats uniquement à durée déterminée et ne peuvent pas être transformés en contrat à durée indéterminée dans le cadre du dispositif prévu par la loi du 12 mars 2012 précitée. Les vacataires, étant recrutés sur la base de l'article L. 952-1 du code de l'éducation, ne peuvent pas non plus bénéficier du dispositif de titularisation.

- Les « contractuels LRU » recrutés sur le fondement de l'article L. 954-3 du code de l'éducation

L'article L. 954-3 du code de l'éducation qui prévoit le recrutement d'agents contractuels soit pour occuper des fonctions techniques ou administratives correspondant à des emplois de catégorie A, soit pour assurer des fonctions d'enseignement et/ou de recherche constitue une disposition législative dérogeant au principe fixé par l'article 3 de la loi du 13 juillet 1983 selon lequel les emplois permanents de l'État et de ses établissements publics sont occupés par des fonctionnaires. Les contractuels recrutés sur le fondement de cet article L. 954-3 sont donc exclus du champ d'application de la loi Sauvadet.

- Les personnels enseignants et hospitaliers non titulaires

Les personnels enseignants et hospitaliers sont recrutés en application de l'article L. 952-21 du code de l'éducation. Ils exercent conjointement des fonctions universitaires et hospitalières. Un article législatif particulier (4° de l'article 3 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984) précise que ces personnels sont exclus du champ d'application du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

Les personnels enseignants et hospitaliers non titulaires sont régis par des textes particuliers pris en application de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 relative à la création de centres hospitaliers universitaires, à la réforme de l'enseignement médical et au développement de la recherche médicale. Cette ordonnance est désormais codifiée dans le code de l'éducation (articles L. 632-1, L. 713-6, et L. 952-21 à L. 952-23) et le code de la santé publique (articles L. 6142-1, L. 6142-3, L. 6142-5 et L. 6142-11).

Sont donc exclus du champ d'application de la loi du 12 mars 2012 :

- les chefs de clinique des universités assistants des hôpitaux des centres hospitaliers et universitaires, les assistants hospitaliers universitaires des centres hospitaliers et universitaires et les praticiens hospitaliers universitaires des centres hospitaliers et universitaires (décret n° 84-135 du 24 février 1984) ;
- les assistants hospitaliers universitaires des centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires (décret n° 90-92 du 24 janvier 1990).

Les professeurs associés des universités, les maîtres de conférences associés des universités, les chefs de clinique associés des universités et les assistants associés des universités dans les disciplines médicales et odontologiques sont régis par le décret n° 91-966 du 20 septembre 1991, pris en application de l'article L. 952-1 du code de l'éducation et de l'article 5 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. Ils sont donc exclus du champ d'application de la loi du 12 mars 2012.

Les enseignants invités dans les disciplines médicales et odontologiques sont également recrutés en application de l'article L. 952-1 du code de l'éducation et de l'article 5 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. Ils sont régis par le décret n° 93-128 du 27 janvier 1993. Ils sont donc expressément exclus du champ d'application de la loi du 12 mars 2012.

Les chefs de clinique des universités de médecine générale sont recrutés en application de l'article L. 952-23-1 du code de l'éducation et régis par le décret n° 2008-744 du 28 juillet 2008. Ils relèvent donc d'une disposition législative spécifique et sont exclus du champ d'application de la loi du 12 mars 2012.

2 - Les enseignants non titulaires relevant du champ d'application des articles 4 et 8 de la loi Sauvadet

Les personnels susceptibles d'être concernés par les dispositifs de titularisation et de transformation des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée mis en place par la loi du 12 mars 2012 sont les suivants :

- Les professeurs contractuels

Les professeurs contractuels régis par les dispositions du décret n° 81-535 du 12 mai 1981 relatif au recrutement de professeurs contractuels et du décret n° 92-131 du 5 février 1992 relatif au recrutement d'enseignants contractuels dans les établissements d'enseignement supérieur sont recrutés en application de l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. Ils bénéficient donc des dispositions de la loi du 12 mars 2012.

- Les ATER recrutés en application du 3° et du 6° de l'article 2 du décret n° 88-654 du 7 mai 1988

Les ATER recrutés en application du 3° (enseignants et chercheurs de nationalité étrangère) et du 6° (personnes titulaires d'un doctorat ou d'une habilitation à diriger des recherches s'engageant à se présenter à un concours de recrutement de l'enseignement supérieur) de l'article 2 du décret du 7 mai 1988 **précité** ne bénéficient pas d'une formation doctorale et sont donc susceptibles de bénéficier des dispositions de la loi du 12 mars 2012.

- Les contractuels chercheurs recrutés sur la base de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984

Les contractuels chercheurs (post doctorants) recrutés sur le fondement de l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 et titulaires d'un doctorat relèvent du champ d'application de la loi du 12 mars 2012.

Annexe 6

Calendrier prévisionnel des prochaines sessions

Inscriptions

Les inscriptions aux recrutements réservés dans les corps des ingénieurs et personnels techniques de la recherche (ITA) des EPST, au titre de la session 2013, devraient intervenir en septembre - octobre 2013 et seront déterminées par les autorités compétentes de chacun des établissements.

Les inscriptions aux recrutements réservés pour l'accès aux corps des attachés, des médecins et de la filière des bibliothèques, organisés au niveau national et au titre de la session 2014, devraient se dérouler à compter du mois de septembre 2013. Les inscriptions pour les recrutements réservés de ces mêmes filières organisés par les services déconcentrés devraient avoir lieu à compter de janvier 2014.

Épreuves

Filière des bibliothèques

Session 2013

- Magasiniers des bibliothèques de 2ème classe : dates précisées par chaque établissement concerné (voir avis de recrutement) ;
- magasiniers principaux de 2ème classe : du 21 au 24 octobre 2013 ;
- bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale : du 12 au 15 novembre 2013.

Session 2014

- Bibliothécaires : à compter de février 2014 ;
- magasiniers principaux de 2ème classe : avril 2014 ;
- bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale : mai 2014 ;
- conservateurs de bibliothèques : à compter d'avril 2014.

Filière ASS

Session 2014

- Attaché d'administration : à compter de mars 2014 ;
- médecin de l'éducation nationale : mars 2014.

Filières des ITRF (session 2013)

- Adjoint techniques de recherche et formation de 2ème classe : jusqu'au 31 octobre 2013 ;
- adjoints techniques principaux de recherche et formation de 2ème classe : jusqu'au 31 octobre 2013 ;
- techniciens de recherche et de formation de classe normale : jusqu'au 31 octobre 2013 ;
- assistants ingénieurs : admissibilité au plus tard le 26 septembre 2013 et admission au plus tard le 31 octobre 2013 ;
- ingénieurs d'études de 2ème classe : admissibilité au plus tard le 26 septembre 2013 et admission au plus tard le 31 octobre 2013 ;
- ingénieurs de recherche de 2ème classe : admissibilité au plus tard le 26 septembre 2013 et admission au plus tard le 31 octobre 2013.

Filières des ITA (session 2013)

Les épreuves pour l'accès aux grades des corps ouverts devraient se dérouler en janvier 2014 et seront précisées par chaque EPST concerné.

Mouvement du personnel
Admission à la retraite

Inspection générale de l'éducation nationale

NOR : MENI1314792A

arrêté du 20-8-2013 - J.O. du 30-8-2013

MEN - IG

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 20 août 2013, Pierre Saget, inspecteur général de l'éducation nationale, est admis, par limite d'âge, à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 23 janvier 2014.

Mouvement du personnel

Conseils, comités et commissions

Désignation des membres de la commission consultative instituée au titre de l'article 9 du décret n° 89-833 du 9 novembre 1989 modifié relatif au statut particulier des inspecteurs généraux de l'éducation nationale

NOR : MENI1300414A

arrêté du 27-8-2013

MEN - IG

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 ; décret n° 89-833 du 9-11-1989 modifié, notamment article 9 ; arrêté ministériel du 22-3-2013

Article 1 - Sont modifiées ainsi qu'il suit les dispositions de l'article premier de l'[arrêté du 22 mars 2013](#) susvisé, en ce qu'elles concernent les sept inspecteurs généraux de l'éducation nationale :

- Brigitte Bajou en remplacement de Brigitte Doriath.

(Le reste sans changement.)

Article 2 - Le doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale.

Fait le 27 août 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale

et par délégation,

Le doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale,

Jean-Yves Daniel

Mouvement du personnel

Conseils, comités et commissions

Nomination au Conseil supérieur de l'éducation

NOR : MENJ1300407A

arrêté du 22-8-2013

MEN - DAJ A3

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, en date du 22 août 2013, sont nommés :

Pour ce qui concerne les neuf membres représentant les parents d'élèves de l'enseignement public mentionnés au 2a) de l'article 1er de l'arrêté du 11 septembre 2012 susvisé :

- en qualité de titulaires représentant la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques - FCPE :

- . Sylvie Fromentelle en remplacement de Jean-Jacques Hazan ;
- . Karine Dupuis en remplacement d'Abdelaziz Rouibi ;
- . Nathalie Gaujac en remplacement de Monsieur Michel Hervieu ;
- . Liliana Moyano en remplacement de Madame Dominique Nussard.

- en qualité de suppléants représentant la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques - FCPE :

- . Rodrigo Arenas Munoz en remplacement de Liliana Moyano ;
- . Monsieur Michel Dubarry en remplacement de Patrick Palisson ;
- . Hélène Rouch en remplacement d'Annabelle Billaud ;
- . Guillaume Dupont en remplacement d'Ali Ait-Salah ;
- . Élise Roinel en remplacement de Karine Hoyez ;
- . François Riotte en remplacement de Raymond Artis ;
- . Monsieur Stéphane Fouere en remplacement de Nathalie Gaujac ;
- . Claire Herlic en remplacement de Nathalie Pobelle ;
- . Monsieur Michel Vincent en remplacement de Sylvie Fromentelle.

Mouvement du personnel

Fonctions - missions

Désignation et reconduction d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale dans les fonctions de correspondants académiques de l'inspection générale de l'éducation nationale : modification

NOR : MENI1300411A

arrêté du 27-8-2013

MEN - IG

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble la loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 89-833 du 9-11-1989 modifié, notamment article 5, ensemble dispositions articles R* 241-3 et R* 241-5 du code de l'éducation ; arrêté du 17-7-2013

Article 1 - Sont modifiées ainsi qu'il suit les dispositions de l'article premier de l'[arrêté du 17 juillet 2013](#) susvisé en ce qu'elles concernent l'académie de Lyon :

Au lieu de : « Geneviève Desbuissons » ;

Lire : « Patrick Laudet ».

(Le reste sans changement.)

Article 2 - Le doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale.

Fait le 27 août 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation,

Le doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale,
Jean-Yves Daniel

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur académique des services de l'éducation nationale

NOR : MENH1320036D

décret du 9-8-2013 - J.O. du 11-8-2013

MEN - DGRH E1-2

Par décret du Président de la République en date du 9 août 2013, Jean-Williams Semeraro, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale de Haute-Savoie, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de Haute-Loire, à compter du 1er septembre 2013, en remplacement de Françoise Petreault, appelée à d'autres fonctions.

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur adjoint du Centre national de documentation pédagogique

NOR : MENH1300444A

arrêté du 19-9-2013

MEN - DGRH E1-2

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 19 septembre 2013, François Catala est chargé des fonctions de directeur adjoint du Centre national de documentation pédagogique pour une première période de trois ans, du 26 août 2013 au 25 août 2016.

Mouvement du personnel

Nomination

Inspecteur général de l'éducation nationale

NOR : MENI1318773D

décret du 12-9-2013 - J.O. du 13-9-2013

MEN - IG

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; loi n° 84-834 du 13-9-1984 modifiée ; décret n° 89-833 du 9-11-1989 modifié, notamment article 10, ensemble articles R.* 241-3 à R.* 241-5 du code de l'éducation ; décret n° 94-1085 du 14-12-1994 ; avis favorable de la commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général du 2-9-2013 ; le Conseil des ministres entendu

Article 1 - Benjamin Stora est nommé inspecteur général de l'éducation nationale (5ème tour).

Article 2 - Le Premier ministre et le ministre de l'éducation nationale sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 12 septembre 2013

François Hollande

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

Jean-Marc Ayrault

Le ministre de l'éducation nationale,

Vincent Peillon

Mouvement du personnel

Nominations

Directeurs académiques des services de l'éducation nationale et directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale

NOR : MENH1317805D

décret 13-9-2013 - J.O. du 15-9-2013

MEN - DGRH E1-2

Par décret du Président de la République en date du 13 septembre 2013 :

- Élisabeth Bisot, directrice académique des services de l'éducation nationale du Doubs, est nommée directrice académique des services de l'éducation nationale de Paris (second degré), à compter du 1er octobre 2013, en remplacement de Philippe Fatras, muté.
- Philippe Fatras, directeur académique des services de l'éducation nationale de Paris (second degré), est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Eure, à compter du 1er octobre 2013, en remplacement de Gilles Grosdemange, muté.
- Gilles Grosdemange, directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Eure, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de la Charente-Maritime, à compter du 1er octobre 2013, en remplacement de Guy Stievenard, admis à la retraite.
- Jean-Marie Renault, directeur académique des services de l'éducation nationale de la Charente, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale du Doubs, à compter du 1er octobre 2013, en remplacement d'Élisabeth Bisot, mutée.
- Monsieur Dominique Bourget, directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale du Maine-et-Loire, est nommé directeur académique des services de l'éducation nationale de la Charente, à compter du 1er octobre 2013, en remplacement de Jean-Marie Renault, muté.
- Annick Baillou, inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale (académie de Guyane), est nommée directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale de la Guyane, à compter du 1er octobre 2013, en remplacement de Moïse Soreze, admis à la retraite.

Mouvement du personnel

Jury de concours

Nominations des présidents de jury de divers concours de recrutement et d'un examen professionnel d'avancement de grade dans certains corps de personnels administratifs, sociaux et de santé, au titre de l'année 2014

NOR : MENH1300425A

arrêté du 30-8-2013

MEN - DGRH D5

Vu arrêtés du 20-8-2013

Article 1 - Madame Frédérique Cazajous, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, est nommée présidente du jury du concours interne et du concours réservé pour le recrutement d'attachés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ouverts au titre de l'année 2014.

Article 2 - Patrick Allal, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, est nommé président du jury de l'examen professionnel pour l'avancement au grade d'attaché principal d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ouvert au titre de l'année 2014.

Article 3 - Claudine Mesclon, sous-directrice du recrutement et de la gestion des carrières au sein du service des personnels enseignants de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la direction générale des ressources humaines des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, est nommée présidente du jury du concours de droit commun et du concours réservé de recrutement de médecins de l'éducation nationale, ouverts au titre de l'année 2014.

Article 4 - Anne Le Moal, sous-directrice des études de gestion prévisionnelle et statutaires au sein du service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire, à la direction générale des ressources humaines des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, est nommée présidente du jury du concours pour le recrutement de conseillers techniques de service social, ouvert au titre de l'année 2014.

Fait le 30 août 2013

Pour le ministre de l'éducation nationale
et par délégation :

Le chef de service, adjoint à la directrice générale des ressources humaines,
Philippe Santana

Informations générales

Recrutement

Appel à candidature pour le recrutement d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale

NOR : MEN1300439V

avis du 17-9-2013

MEN - IG

Le ministre de l'éducation nationale, conformément aux dispositions des articles 7, 8 et 9 du [décret n° 89-833 du 9 novembre 1989](#) modifié relatif au statut particulier des inspecteurs généraux de l'éducation nationale, recrute huit inspecteurs généraux de l'éducation nationale pour les profils suivants :

Profil n° 1 : établissements et vie scolaire

Profil n° 2 : langues vivantes, allemand

Profil n° 3 : langues vivantes, anglais

Profil n° 4 et 5 : lettres

Profil n° 6 : mathématiques

Profil n° 7 : philosophie

Profil n° 8 : physique-chimie

L'exercice des missions de l'inspection générale exige des candidats qu'ils aient atteint un haut niveau d'expertise dans leur discipline ou spécialité et qu'ils possèdent la meilleure connaissance possible de l'institution éducative et des différents niveaux d'enseignement, de l'école aux formations post-baccalauréat.

Pourront notamment être prises en compte dans l'examen des candidatures les expériences acquises aux niveaux français, européen et international dans divers domaines tels que :

- l'évaluation d'établissements ou autres structures, de formations, de pratiques et méthodes d'enseignement ;
- la participation à des actions pédagogiques relevant de plusieurs champs disciplinaires ;
- la recherche pédagogique, les pratiques innovantes et les technologies d'information et de communication ;
- les relations partenariales avec d'autres institutions, ministères, collectivités territoriales, milieux professionnels et les entreprises ;
- l'implication dans des activités associatives complétant ou prolongeant la mission de réussite éducative du système scolaire.

En fonction du profil choisi, une attention particulière peut être accordée à l'expertise acquise dans la mise en œuvre du socle commun de connaissances et de compétences, dans le domaine de l'enseignement primaire, dans celui de l'accompagnement personnalisé des élèves ainsi que dans la formation initiale et continue des professeurs.

De même, cette attention peut être accordée à l'excellence académique et scientifique acquise notamment lors d'activités universitaires et de recherche.

Les conditions réglementaires requises pour faire acte de candidature sur ces postes à profil sont ainsi définies à l'article 8 du décret du 9 novembre 1989 mentionné ci-dessus :

« Les inspecteurs généraux de l'éducation nationale sont choisis parmi les fonctionnaires titulaires de catégorie A, justifiant de dix années de services effectifs en cette qualité dans l'éducation nationale et remplissant l'une des conditions suivantes :

- a) être titulaire du doctorat d'État, du doctorat ou de l'habilitation à diriger des recherches, de l'agrégation ou d'un titre reconnu équivalent et inscrit à cet effet sur une liste de diplômes arrêtée par le ministre ;
- b) avoir atteint au moins l'indice brut 901 dans l'échelonnement de leur corps d'origine.

Ils doivent, en outre, avoir enseigné pendant cinq années au moins, soit à temps complet, soit au titre de leur activité principale. »

Il est précisé par ailleurs que la résidence administrative des inspecteurs généraux de l'éducation nationale est fixée à Paris, résidence à partir de laquelle s'organisent principalement leurs missions et leurs déplacements.

Le dossier de candidature devra comporter les documents suivants (feuillet unique recto) :

- 1 - une lettre motivant la candidature sur le profil concerné (limitée à 2 pages) ;
- 2 - une notice individuelle du modèle joint en annexe ;
- 3 - un curriculum vitae (limité à 2 pages) ;
- 4 - une liste des travaux et publications (limitée à 4 pages) ;
- 5 - le cas échéant, des rapports d'inspection et appréciations d'autorités hiérarchiques.

Ce dossier devra être exclusivement adressé par voie postale au doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale, ministère de l'éducation nationale, 110, rue de Grenelle 75357 Paris SP 07.

La date limite d'envoi des dossiers est impérativement fixée au jeudi 7 novembre 2013 inclus (le cachet de la poste faisant foi).

Annexe

Notice individuelle de candidature (à compléter)

Ministère de l'éducation nationale
Inspection générale de l'éducation nationale
Année 2013

Profil n° : (1)

M., Mme (2)

Nom de famille (3) :

Nom d'usage (3) :

Prénoms :

NUMEN :

Date et lieu de naissance :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Téléphone portable :

Courriel :@.....

Titres universitaires et diplômes :

Corps : Grade : Échelon :

Joindre obligatoirement une copie du dernier arrêté de classement dans le grade.

Date de nomination en qualité de fonctionnaire titulaire de catégorie A de l'éducation nationale :

Date de nomination dans le grade actuellement détenu :

Discipline ou spécialité :

Fonctions ou emploi actuellement exercés :

Établissement d'exercice :

Précédente(s) candidature(s) - indiquer l'année :

(1) Indiquer le profil choisi et remplir une notice par profil.

(2) Rayer les mentions inutiles.

(3) Écrire en lettres capitales.

Informations générales

Vacance de postes

Postes vacants à la Fédération française du sport universitaire à la rentrée 2013-2014

NOR : ESRS1300275V

avis du 4-9-2013

ESR - DGESIP C2

Ces postes sont pourvus par voie de mise en détachement.

Postes de Directeur(trice) de comité régional du sport universitaire (CRSU) vacants dans les académies d'Orléans-Tours et de Rennes.

Intitulé du poste

Directeur régional du Comité Régional du Sport Universitaire.

Profil

Enseignant d'EPS titulaire, chargé de la mise en œuvre de la politique, nationale et régionale de la FF Sport U.

Missions

Le directeur régional assiste le directeur national et les directeurs nationaux adjoints dans la mise en œuvre de la politique sportive, définie par le comité directeur de la fédération.

Il est le conseil du président du CRSU.

Il assure également l'exécution des décisions du comité directeur du CR Sport U.

À ce titre, il devra :

- assurer la gestion sportive, administrative et financière du CR Sport U ;
- gérer le personnel ;
- organiser, développer et promouvoir les compétitions sportives du niveau local, régional, interrégional voire international, se déroulant dans l'académie ;
- développer les relations avec les ligues et comités régionaux, à travers les commissions mixtes régionales ;
- mettre en place des actions de formation de cadres, arbitres, dirigeants.

Il pourra également être sollicité pour des missions nationales ou internationales.

Compétences requises

Ce poste nécessite une bonne connaissance du mouvement sportif et des collectivités locales, une grande disponibilité, un véritable sens du relationnel, l'aptitude à travailler en équipe, ainsi que de réelles capacités de gestion et d'adaptation. Une bonne connaissance de l'anglais est également souhaitée.

Lieu d'exercice

Au siège du comité régional du sport universitaire.

Le directeur sera appelé à se déplacer dans le cadre de ses missions, dans son académie, en France et à l'étranger.

Constitution des dossiers et calendrier

Une lettre de motivation et un curriculum vitae seront adressés, par courrier recommandé avec accusé-réception, au président de la FF Sport U, 108, avenue de Fontainebleau 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex, dans un délai de deux semaines, à compter de la date de la présente parution.